

## **Une économie sous l'emprise du Guide suprême**

### **L'évolution de l'économie politique de l'Iran (2005-2015)**

*Une étude par Mohammad Amin, chercheur associé à la Fondation d'Études pour le Moyen-Orient*

Mise à jour décembre 2016

### **Iran : une théocratie englobant 14 empires économiques**

#### **Introduction**

Aujourd'hui, compte tenu des suites de la signature de l'accord sur le programme nucléaire (JCPOA/ Plan compréhensif d'action conjointe) entre l'Iran et six puissances mondiales, et du fait que la levée des sanctions et l'augmentation de l'exportation du pétrole iranien pour arriver au niveau qui existait avant l'imposition des sanctions en raison de son programme nucléaire, n'ont eu aucun effet sur la récession de l'économie du pays, les regards sont tournés vers les racines inextricables des dilemmes qui ont mené cette économie à son état actuel. En effet, la politique et l'économie iranienne souffrent d'une crise systémique qui ne peut être réduite aux seules conséquences des sanctions internationales.

Seul un examen compréhensif comprenant la manière dont le pouvoir actuel iranien s'est construit, avec son idéologie et sa nature politique, et dont l'origine s'explique par ses besoins cruciaux d'assurer sa survie face à une population mécontente - pourrait montrer si que la récession actuelle, devenue endémique, résulte des impératifs politiques liés à la survie du pouvoir en place ou à d'autres éléments. Le processus et la forme du développement du capitalisme au cours des trois dernières décennies en Iran, qui furent intégrés dans les institutions du pouvoir, sont-ils responsables de la genèse de la crise actuelle ou non ? Et avant tout, peut-on considérer comme un processus décisif le transfert d'une grande partie des entreprises iraniennes du secteur étatique au domaine contrôlé par le « guide suprême » et aux institutions de sécurité, militaires et économiques placées sous son emprise, ou bien considérer que ce phénomène n'a pas de poids réel sur les composantes essentielles de l'économie politique de l'Iran ?

Pour dresser un bilan du développement de l'économie politique iranienne de ces trois ou quatre dernières décennies, commençons par la question de la propriété qui semble être un élément fondamental pour comprendre cette évolution. Cet examen révèle un processus de plus en plus grandissant du transfert de l'expropriation, dans différents domaines, de la société iranienne s'exerce au profit du pouvoir. Dans la Constitution de « velayat- faqih » [la tutelle du guide suprême issu du clergé] votée en décembre 1979, tous les principes ou sections qui traitent d'une manière ou d'une autre de la question de propriété contiennent sans exception des conditions claires qui reviennent au déni du respect de la propriété personnelle ou privée ou à son affaiblissement ou sa fragilisation.

Le 40<sup>ème</sup> principe (chapitre 3) stipule : « *Nul ne peut user de son droit comme d'un moyen pour porter préjudice aux tiers ou porter atteinte à l'intérêt public* ».

Après avoir défini les trois secteurs de l'économie (étatique, coopératif, privé), le 44<sup>ème</sup> principe affirme ceci sur la propriété : « *La propriété dans ces trois secteurs, pour autant qu'elle est conforme aux autres principes de ce chapitre, qu'elle n'excède pas les limites des lois de l'Islam, qu'elle contribue à la croissance et au développement économique du pays et ne soit pas nuisible à la société, bénéficie de la protection des lois de la République Islamique.* »

On voit bien que pour bénéficier de la protection des lois, la propriété doit satisfaire quatre conditions dont le cumul est souvent très difficile, voire impossible : sa conformité aux autres principes « de ce chapitre » (Chapitre 4 : économie et affaires financières), qu'elle n'excède pas les limites des lois de l'Islam, qu'elle contribue à la croissance et au développement du pays et qu'elle ne soit pas nuisible à la société.

Le 47<sup>ème</sup> principe conditionne le respect de la propriété privée à son acquisition licite, les règles régissant sa légalité devant être déterminées par la loi : [« *La propriété privée qui est acquise de manière licite, est respectée. Les règles qui la régissent sont déterminées par la loi.* »]

Les conditions posées dans ces principes de la Constitution sont justifiées par la protection de l'intérêt général, la justice sociale ou le respect des lois de l'Islam. Mais dans la pratique, le déni des propriétés personnelles, privées ou publiques par le gouvernement des mollahs s'est révélé n'avoir pour autres résultats que la recherche systématique du profit au détriment de l'intérêt général et de la société, au point que la Constitution de « velayat-e faqih » est devenue le fondement juridique même du déni du principe de respect de la propriété, chacun des principes énoncés dans sa Chapitre 4 servant de prétexte au pouvoir pour l'exercice d'un déni systématique de la propriété privée dans les différents domaines:

- Le 31<sup>ème</sup> principe pour confisquer des terres et terrains ;
- Le 44<sup>ème</sup> principe pour faciliter la mainmise sans entrave et presque gratuite sur les entreprises publiques par les forces et institutions au service du Guide suprême ;
- 147<sup>ème</sup> principe pour permettre au Corps des gardiens de la révolution [pasdarans] de mettre la main basse sur l'économie du pays ;
- Enfin les 45<sup>ème</sup> et 49<sup>ème</sup> principes servant de base pour la confiscation des biens mobiliers ou immobiliers privés ou publics par le Guide suprême.

Ce dernier principe stipule entre autres : « *L'Etat est tenu de saisir les richesses provenant de l'usure, de l'usurpation, de la corruption, de malversations, de vols, des jeux de hasard, de l'utilisation abusive des fondations perpétuelles, de l'abus dans les marchés et les transactions publics, de la vente de terrains incultes...* » de restituer ces richesses à leurs propriétaires légitimes, et « *au cas où ils ne seraient pas connus, de les verser au Trésor public...* ».

D'abord Khomeini, et après lui Khamenei ont fait de ce principe un élément stratégique pour confisquer non seulement les biens restés sans propriétaire connu, mais aussi les avoirs, les maisons, les fortunes ou capitaux et les héritages des personnes, ainsi que les biens publics, terres, forêts de même que les entreprises publiques, souvent en les acquérant par la force ou la ruse, en complotant ou tout simplement en intimidant ou terrorisant les ayants droit. Des dizaines de milliers d'opposants politiques ont été ainsi victimes de telles expropriations pour le simple fait de s'être opposés au régime. La section 3 de l'ordonnance exécutive relative à ce principe affirme : « *pour appliquer le 49<sup>ème</sup> principe, des chambres du Tribunal de la révolution seront créées dans les chefs-lieux des provinces où cela sera nécessaire pour*

*instruire et apporter les preuves, selon les lois de la religion, de la justesse des réclamations par le pouvoir judiciaire. »*

On voit bien que les chambres de tribunaux sont créées non pour instruire les dossiers de plaintes déposés par ceux qui ont perdu leurs avoirs, mais pour constituer des « preuves », selon les lois de la religion, de la justesse de leur confiscation.

Suivant l'esprit de la Constitution de « velayat-e faqih » basé sur l'expropriation des biens de la société, le « Conseil de la Révolution » en 1979 et dans les années qui suivirent l'« Assemblée consultative islamique » [le parlement des mollahs] ont procédé au vote d'une multitude de lois pour l'acquisition unilatérale des différents biens.

Ainsi, au cours des années 1980, les autorités ont commencé d'acquérir par la force des terres ou terrains communément partagés entre des copropriétaires et cette pratique a pris vite de l'ampleur. Dans les années 1990 les espaces verticaux ont fait l'objet de cette catégorie d'acquisition. Les municipalités privées de l'aide financière de l'état ont eu recours à la vente dite de « *tarakom* » (vente de terrains vastes pour la construction d'un grand nombre de logements ou locaux commerciaux) pour assurer leur budget. Plus tard, c'était le tour d'autres acquisitions : des jardins et espaces verts dans les villes aux terres agricoles, les villages situés en bordure de villes, les côtes de la mer Caspienne et les forêts.

Le Rapport de l'index international des droits de propriété (IIDP/IPRI) présenté par l'Alliance pour les droits de propriété, a placé l'Iran, dans son classement de 2013, le 111<sup>ème</sup> parmi 131 pays en matière de la protection des droits de propriété.

Ce processus entamé en 1979 a pris plus d'ampleur année après année, pour atteindre son paroxysme dans les années 2000, avec l'emprise quasi-totale du Guide suprême sur des pans entiers de l'économie iranienne.

Aujourd'hui - même si la liste des problématiques de l'économie iranienne est longue : du taux de croissance extrêmement faible aux millions de chômeurs, en passant par l'augmentation déraisonnable de la planche à billets, de la faillite du système bancaire et la destruction accélérée des capacités environnementales si face à ces destructions et régressions fondamentales, plutôt que de mettre en avant les aspects réels mais conjoncturels de la crise, on creuse la question plus en profondeur, on se retrouve devant l'aspect décisif et le cœur du problème, qui impacte les autres problèmes directement ou indirectement à savoir l'emprise de la Maison Khamenei et son bras militaire, le Corps des pasdarans, sur l'économie du pays, qui, tous les experts s'accordent pour le confirmer participe du caractère extrêmement destructeur du fonctionnement, au cours en particulier de la décennie écoulée.

Pour sortir de la crise, certains économistes ou experts de l'économie politique prônent « la maîtrise de l'inflation assortie d'une politique de baisse de la demande génératrice de l'inflation » ou « le remplacement d'une culture de la rente, des profits d'usure ou de la corruption par une politique centrée sur la productivité ». Alors que l'on ne peut qu'être d'accord avec le fait que la maîtrise de l'inflation, faisant de la productivité et de l'augmentation de capitaux productifs une priorité au même titre que la lutte contre la culture de la rente, sont des conseils utiles qui pourraient, à terme, conduire à l'amélioration de la situation, si des obstacles réels n'empêchaient pas leur mise en œuvre (et c'est là où le bât blesse), se contenter de ces recommandations, reviendrait, que l'on veuille ou non, à fermer les yeux sur l'obstacle essentiel qui enchaîne l'économie iranienne.

Même si la corruption qui gangrène l'ensemble du système économique et la rivalité entre les factions au pouvoir sont centrées avant tout sur les canaux majeurs du transfert des richesses

de la société vers les gouvernants, on ne saurait réduire la crise actuelle aux seuls problèmes de ce genre aussi chroniques soient-ils ?

Mais si, plutôt que de mettre en avant les aspects réels mais conjoncturels de la crise, on creuse la question plus en profondeur, on se retrouve devant le cœur du problème : le système de la tutelle « absolue » du « guide » religieux et la quintessence de sa politique, qui a organisé l'économie iranienne au service de son projet de survie.

Par exemple, comment expliquer de manière objective la crise économique, les pénuries et l'inflation catastrophique du début des années 1940 en Iran sans une prise en compte sérieuse de l'impact de l'occupation de l'Iran par les forces alliées et la corruption et les pillages qu'elle avait engendré dans le pays. De la même manière, il est impossible de comprendre la chute de l'économie iranienne au cours des années 1980, en ignorant ou négligeant le rôle décisif des ravages de huit années de guerre entre l'Iran et l'Irak.

Aujourd'hui encore, plus que jamais, aucune étude sur la crise profonde et la dégringolade de l'économie iranienne ne saurait en révéler ou montrer les raisons profondes, sans la prise en considération d'un développement majeur, à savoir le bond en agressivité dans la politique belliqueuse du système « velayat-e faqih », au cours des dernières années, à l'intérieur comme à l'extérieur, que ce soit au niveau régional ou international.

L'étude présente est le résultat d'une enquête sur ce même sujet qui montre clairement la direction qu'a prise l'économie politique iranienne au cours de la dernière décennie, ainsi que ses conséquences.

### **Le « chat » et la mer caspienne**

L'économie politique est organisée par les gouvernements. À l'époque du Chah Reza Pahlavi (1925-1941), le roi était le vrai patron et « propriétaire » du pays, alors qu'aujourd'hui c'est le « guide suprême » qui remplit la même fonction. À ce propos rappelons une caricature publiée le 4 mars 1937 dans le quotidien français « L'Humanité » montrant le Chah Reza comme un chat en train d'avaler la mer caspienne<sup>1</sup> ; une allusion claire à la politique de l'expropriation, par la force et à une grande échelle, de la région côtière par l'expulsion des propriétaires terriens et des paysans, en vue d'acquérir personnellement la propriété de villages entiers ainsi que des terres les plus fertiles de la région. Au moment de sa chute et destitution en 1941, il était propriétaire de 2670 villages au bord de la mer caspienne et ailleurs, alors qu'il n'était propriétaire que de sa maison avant d'arriver au pouvoir.<sup>2</sup>

Dans le contexte de cette approche globale à l'égard des dictateurs qui ont régné en Iran, il faut accorder une attention particulière aux caractéristiques spécifiques du noyau central du pouvoir actuel qui, en plus de son besoin vital d'exercer un contrôle absolu sur la population, exige de par sa nature propre d'« exporter la révolution » [l'intégrisme religieux], de poursuivre la fabrication de l'arme nucléaire comme l'ultime moyen de survie provoquant ainsi un raidissement continu à l'intérieur du système.

Et c'est là que le « débat » blesse : un débat des plus compliqués sur le pouvoir iranien actuel divise les analystes : quelle est la vraie nature de ses politiques et intentions ? Par exemple, la poursuite d'une politique d'hégémonie dans la région, la fameuse « conquête de quatre capitales arabes » selon certains de ses porte-paroles, signifie-t-elle la toute-puissance de ce pouvoir ou une faiblesse simplement camouflée par une politique guerrière ?

---

<sup>1</sup>Pourchaltchi Mahmoud, « Ghazzagh, bar assass-e asnad-e vezarat-e kharejey-e faranseh » (« Le Cossack, selon les documents du ministère français des Affaires étrangères »)

<sup>2</sup> Amdjad Mohammad, « Tarikh-e eghtesad-e siyassiy-e Iran » (« L'Histoire de l'économie politique de l'Iran »)

L'ingérence et l'influence politiques et militaires ouvertes du régime iranien dans ces pays, renforcées par une machine de propagande et une guerre psychologique combinées aux déclarations d'admiration par ses alliés de tout bord, ne laissent aucun doute quant à sa toute-puissance. Mais la vérité est que contenir la crise interne en Iran et à l'intérieur même du régime constitue le cœur de la stratégie et de l'action du guide suprême dans la région.

Autrement dit, il s'agit d'un mécanisme-clé pour assurer la survie du régime et à ce titre, il ne signifie rien d'autre que la fragilité du pouvoir. Car si ces agissements résultaient d'une vraie puissance, il aurait fallu que les infrastructures nécessaires pour soutenir une telle politique de puissance soient reconnaissables. Or de telles bases n'existent pas, ce qui fait que ces politiques retombent à plat, tel un jet d'eau, une fois ses limites atteintes.

Cette règle s'applique aussi bien au raidissement interne (l'hégémonie absolue du guide suprême) qu'à sa politique agressive dans la région, de même qu'à son emprise totale sur l'économie iranienne.

Aucune période récente n'est aussi riche en enseignements que les huit années de la présidence de Mahmoud Ahmadinejad pour un examen approfondi du processus de la crispation interne du régime.

Durant cette période, du point de vue de son statut régional, de l'élimination réussie des factions rivales, de la répression de l'opposition et des ressources financières au plus haut niveau, le système au pouvoir en Iran n'a rien connu d'égal, non seulement au cours de ses 35 ans d'existence, mais depuis la fin de règne de Nader Chah vers la fin du 18<sup>ème</sup> siècle.

Avec une seule superpuissance dans le monde qui a agi sans cesse dans le sens des intérêts des gouvernants d'Iran, avec la disparition de deux régimes rivaux à l'est comme à l'ouest de l'Iran, l'acquisition d'une position de domination en Irak qui a ouvert la voie à d'autres aventures hégémoniques dans d'autres pays de la région, ainsi que des recettes pétrolières de près de mille milliards de dollars, Ali Khamenei, le guide suprême, s'est vu offrir une occasion en or.

Profitant de celle-ci, il a procédé à l'organisation minutieuse, une sorte d'« ingénierie » des élections pour mettre en place un exécutif à ses ordres avant d'unir les éléments dispersés de sa faction dans une formation appelée « les Défenseurs de principes » [« Osoulguérayan »]. Il a également pris le contrôle total du Majlis [parlement] et a réussi le coup de réaliser le changement le plus important dans l'histoire économique de l'Iran – ce que ni le Chah, ni Rafsandjani, ni Khatami n'avaient osé faire -, la suppression des subventions. Il a étendu sa mainmise sur la plupart des secteurs de l'économie en prenant la propriété ou le contrôle de nombreux holdings dans les domaines de l'industrie, du commerce, des finances, de construction, de l'alimentation ainsi que les marchés financiers du pays.

De ce point de vue, l'année 2005 marque un tournant majeur dans l'histoire de l'économie politique de l'Iran : l'année où Khamenei a réorganisé l'économie iranienne par l'appropriation d'une multitude d'entreprises dans tous les secteurs.

Depuis cette date, c'est-à-dire au cours de la décennie écoulée, l'extension du domaine de la Maison Khamenei et du Corps des gardiens de la révolution (pasdarans) sur les ressources économiques du pays - mises au service notamment du contrôle de la société, de la poursuite du programme nucléaire, de l'extension de l'influence du régime aux pays arabes et musulmans, bref de la consolidation du projet de survie du régime - constitue la quintessence des activités économiques du pouvoir en Iran et à l'extérieur.

Ce qui est arrivé durant cette période, en un mot, c'est l'expropriation de la société et l'appropriation de l'argent du peuple. Il va sans dire qu'il s'agit du mécanisme permanent du fonctionnement de ce pouvoir tout au long de son existence : imposer des impôts et taxes injustes, la hausse des prix, le refus d'augmenter les salaires, le non-paiement de ceux-ci ou leur report permanent, la mise sur le marché des biens de consommation et des services de basse qualité, par un recours à la force ou à la tromperie pour imposer ces mesures.

Toutefois le tournant qui a marqué l'économie depuis 2005 avec l'implication directe de la personne d'Ali Khamenei se distingue du fait des particularités suivantes :

Premièrement, le nouveau système a été mis en place en recourant aux méthodes et mécanismes inédits et extraordinaires ;

Deuxièmement, les prises de contrôle d'entreprises et des biens mobiliers et immobiliers ont été opérées à une très grande échelle donnant naissance à des monopoles gigantesques et des conglomérats sans pareil dans l'histoire du pays;

Troisièmement, ce bouleversement du paysage économique a été effectué dans la précipitation et l'urgence, au prix de la destruction ou de la mise à mal d'un grand nombre d'institutions, au détriment des règles élémentaires administratives, monétaires, financières, etc.

Les trois méthodes principales auxquelles, Khamenei a eu recours pour ce nouveau dispositif, peuvent être résumées ainsi : la prise de contrôle des entreprises publiques, la mainmise sur le marché financier intérieur et la suppression des subventions. L'examen des modalités de la mise en œuvre de ces politiques et des résultats obtenus peut contribuer à une meilleure compréhension de la situation politique et économique dans laquelle se trouve le régime actuellement. Ce qui suit est un exposé condensé du processus mentionné ci-dessus :

## **1 - La prise de contrôle des entreprises publiques**

La politique dite de la privatisation du secteur public, introduite dans le cadre d'une nouvelle lecture de l'article 44 de la Constitution, bien que commencée en 1991 sous la présidence de Rafsandjani et poursuivie sous Khatami, n'a pas vraiment marqué de progrès. C'est à partir de 2005 et de la directive de Khamenei allant dans ce sens que cette politique a changé de nature et que les modalités de sa mise en œuvre ont connu une accélération sans précédent.

Dans sa directive relative aux orientations générales, dans le cadre de l'article 44 de la Constitution, publiée le 22 mai 2005<sup>3</sup>, Khamenei exige du gouvernement qu'il transfère 80% de ses activités économiques aux « secteurs coopératifs, privés et publics non-étatiques ». Parmi ces secteurs : les grandes mines, les grandes industries (y compris les sous-secteurs de l'industrie pétrolière et gazière), le commerce extérieur, le système bancaire, l'assurance, l'électricité, la poste, les transports routiers et chemins de fer, l'aviation civile et la navigation maritime.

L'article 44 de la Constitution dispose : « Le système économique de la République islamique d'Iran se construit sur trois secteurs, étatique, coopératif et privé, avec une planification et une régulation adaptées ». Mais comme nous l'avons souligné, dans sa directive de 2005, Khamenei invente une nouvelle sectorisation de l'économie : les secteurs coopératifs, privés et publics non-étatiques. Depuis, le transfert du contrôle des entreprises étatiques concerne surtout ce fameux « secteur public non-étatique » et constitue la base d'une nouvelle

---

<sup>3</sup> Madjma-e Tachkhiss-e maslehat-e nezam (Conseil de discernement des intérêts de l'Etat) - <http://www.maslehat.ir/Contents.aspx?p=c4eaa3d8-2de0-45c5-8ad9-9004a79af493>

« restructuration » et d'une nouvelle configuration dans le contrôle et la gestion des entreprises économiques de l'Iran. Le fait que la décision de Khamenei en 2005 soit le point de départ de l'emprise du guide suprême sur l'économie du pays, a été confirmé par plusieurs rapports et bilans officiels. Dans un rapport du ministère de l'Economie et des finances, on peut lire par exemple : « les orientations relatives à l'article 44, ... la pierre angulaire du système économique du pays, ... la charte de la gestion économique du pays ... la priorité la plus importante de la gestion macro-économique... »<sup>4</sup>.

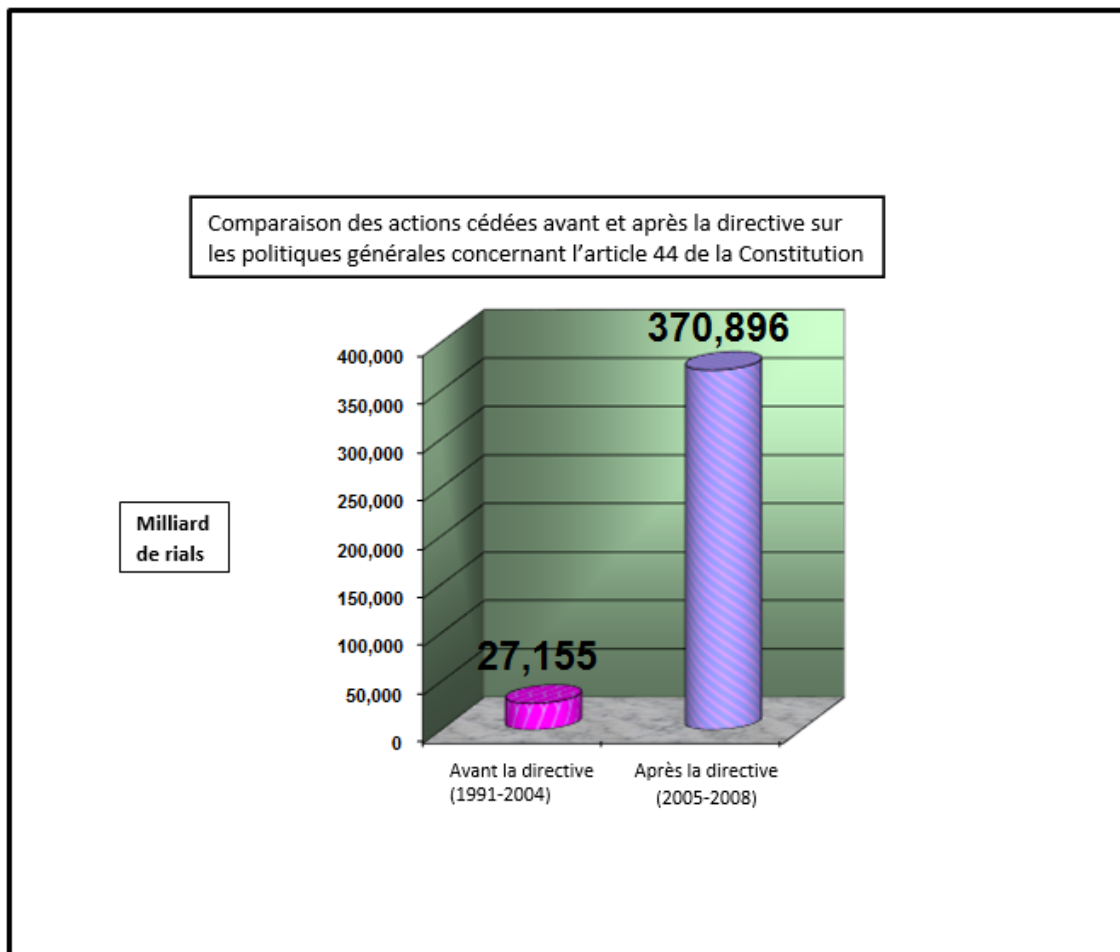
Un rapport publié en octobre 2009 par le Centre de recherches du Madjlis, confirme, en faisant référence à la directive de Khamenei, que « ... en 2005, le processus de privatisation en Iran entre dans une nouvelle phase, considérablement différente des activités d'avant cette date, que ce soit dans sa nature ou dans l'ampleur de sa mise en œuvre. Selon les orientations décidées à cette date, il est prévu que pour accélérer la croissance de l'économie nationale, l'Etat transférerait toutes ses activités économiques... ». Préparé sur la base des données obtenues sur les modalités du transfert du contrôle de 264 sociétés et entreprises entre 2005 et 2009, le rapport conclut : « L'économie iranienne traverse une période de transition d'une économie étatique vers une restructuration semi-étatique plutôt que d'une transition de l'étatique vers le secteur privé ». Mais la formule plus en vogue de « semi-étatique » ou ce que les documents officiels définissent comme « le secteur public non-étatique » désigne essentiellement les pans entiers de l'économie désormais sous le contrôle du Guide suprême.

Pour un tableau plus clair de ce bouleversement majeur dans l'économie iranienne, il suffit de regarder de plus près le diagramme inclus dans le rapport du ministère de l'Economie et des finances<sup>5</sup> montrant les transferts de contrôle avant et après la directive de Khamenei...

---

<sup>4</sup> Le ministère de l'Economie et des finances, deuxième rapport portant sur l'application de la loi relative aux politiques générales concernant l'article 44, octobre 2009

<sup>5</sup> Le ministère de l'Economie et des finances, rapport sur la modification partielle de la loi relative au quatrième plan quinquennal du développement économique, social et culturel de la République islamique d'Iran et l'application des politiques générales concernant l'article 44 de la Constitution - <http://bit.ly/1NAr3fS>



Source : le ministère de l'Economie et des finances, premier rapport portant sur l'application de la loi relative au quatrième plan du développement

Dans un autre tableau du même rapport, on voit clairement que les cessions de parts effectuées pendant le premier mandat du gouvernement Ahmadinejad, constitue 92.93% de la totalité des transferts.

La formation de la nouvelle ossature de l'économie du pays, le développement le plus important de l'économie politique en Iran, a été basée sur l'extension illimitée et incontestée de ce même « secteur public », le résultat étant que l'Etat, principal « patron » de l'économie du pays a été remplacé par la « maison » du Guide suprême.

Une étude publiée en 2012, montre que « la mise en œuvre de la politique de la privatisation » en ce qui concerne « les entreprises prétendument transférées au secteur privé » au cours d'une période de 11 ans (2000-2011), a été organisée de manière à ce que le secteur public non-étatique détienne aujourd'hui 35.78% de la valeur cumulée des entreprises ainsi transférées. Avec 25.27%, le secteur étatique occupe la deuxième place, suivi par le secteur coopératif et le dispositif dit « actionnariat de la justice » avec 21.11%, le secteur privé obtenant la quatrième place avec 4.91% seulement<sup>6</sup>.

D'après l'étude mentionnée ci-dessus, la Maison du guide suprême et ses leviers principaux (les instances exécutives dites « Setad » (« QG »), les forces armées, les fondations devenues des conglomérats) contrôlent près de 36% des entreprises du pays, du fait de son contrôle quasi-absolu sur tous les processus de prises de décision et de législation, ainsi que sur les

<sup>6</sup> L'hebdomadaire Tedjarat (Commerce), 13 mars 2015



services de renseignements, et tandis que cette même « Maison » s'approprie une part importante du budget annuel officiel de l'exécutif, elle se trouve être dans les faits, qualitativement et quantitativement la force hégémonique de l'économie iranienne.

Les diagrammes et les chiffres montrés ci-dessus ne présentent pas un tableau complet et détaillé du processus compliqué qui a permis le changement de propriétaires et de gestionnaires des grandes entreprises du pays au profit du guide suprême qui s'est assuré le contrôle monopolistique de pans entiers de l'économie, car :

Premièrement, ce processus s'est poursuivi, même après les périodes étudiées dans les rapports mentionnés ci-dessus, et ce jusqu'à l'année en cours (1394-du 21 mars 2015 au 21 mars 2016)<sup>7</sup>.

Deuxièmement, une partie des expropriations s'effectue par le QG exécutif spécial de Khamenei (Setad), souvent en recourant à la force sans qu'aucune trace ne se trouve dans les rapports officiels sur les opérations de soi-disantes privatisations. Un rapport d'investigation publié en 2013 par l'agence de presse Reuters fait état des cas où les maisons, les propriétés ou les biens de citoyens ont été confisqués par le QG spécial (Setad) de Khamenei sous prétexte d'être vides ou abandonnés ou parce qu'appartenant à la minorité Bahaï interdite et persécutée ainsi qu'à d'autres minorités.

Toutefois, l'ampleur de l'agression et de la mainmise continue de la Maison Khamenei en vue de la confiscation de ces biens va au-delà des cas soulignés ci-dessus. Selon les rapports de la presse, le dit QG a confisqué même un grand nombre de monuments historiques allant jusqu'au « Complexe sportif d'équitation et de polo » de Farahabad (à l'est de Téhéran). Selon une étude récente, « sur 10000 dossiers examinés par le QG exécutif [du Guide suprême] au cours des 17 années passées,...près de 50% concernaient les Iraniens de confession musulmane partis à l'étranger, dont les biens ont été entièrement ou partiellement confisqués du fait de leur choix de rester à l'étranger »<sup>8</sup>.

Troisièmement, outre les acquisitions et transferts de contrôle selon la nouvelle lecture de l'article 44 de la Constitution, les nouveaux pôles économiques, et surtout le fameux « QG », s'approprie la propriété des entreprises ou des biens dans d'autres secteurs. Ali Achraf-Afkhami, le PDG du « Groupe du développement économique Tadbir » affirme : « nous avons graduellement défini la stratégie de l'extension de notre présence à différents secteurs. Dans cette perspective, une équipe puissante d'experts a élaboré un document détaillant notre stratégie globale destinée à permettre notre entrée dans toute une nouvelle gamme d'investissements »<sup>9</sup>.

L'examen comparatif de tous ces développements confirme que le bond que l'on observe dans ce genre d'acquisitions porte la marque de la nouvelle configuration de l'économie iranienne commencée il y a une décennie. Tous ces éléments significatifs montrent la quintessence de l'évolution de l'économie politique en Iran centrée autour du rôle prépondérant de « velayat-e faqih » (la Maison Khamenei) et son influence directe et incontestée sur l'orientation générale de l'économie, le résultat en étant le transfert de la propriété et de la gestion des plus grandes entreprises aux bénéfices énormes et des activités les plus lucratives à l'institution la plus proche de sa personne et sous son contrôle total, à savoir le « QG » exécutif (Setad)...

Pour un tableau encore plus clair de la nouvelles « restructuration » des entreprises au cours des dix dernières années, et parce que présenter la liste détaillée de ces complexes et tous

---

<sup>7</sup> Le 8 avril 2015, Djaffar Sobhani, conseiller du président de l'Organisation de privatisations déclarait : « la cession des sociétés prendra fin dans l'année en cours...Il ne reste que 200 sociétés. Selon notre calendrier, celles-ci seront cédées d'ici à la fin de l'année », site « Kasb-o-Kar » (Business), 8 avril 2015

<sup>8</sup> Site « Baztab », 23 novembre 2013

<sup>9</sup> Le quotidien « Shargh » (L'Orient), 16 avril 2013

leurs composantes dépasse l'objectif de cet exposé, nous dressons ci-dessous la liste des pôles autour desquels la nouvelle configuration des entreprises en Iran (mis à part ce qui reste dans le domaine exclusif de l'Etat) a été organisée :

- 1-Le QG de l'exécution du commandement de l'Imam (Setad-e Ejraï-e faraman-e Emam)
- 2-La Fondation des déshérités (Bonyad-e Mostaz'afân)
- 3-Le Saint domaine de l'Imam Reza (Astan-e ghods-e Razavi, province de Khorassan)
- 4-La Fondation des martyrs
- 5-Le Comité de l'assistance
- 6-La Fondation coopérative du Corps des gardiens de la révolution (pasdarans)
- 7-Le QG « Khatem-ol-anbya » [prophète Mohammad] du Corps des gardiens (pasdarans)
- 8-La Fondation coopérative de Bassidj [l'armée de mobilisation populaire]
- 9-La Société d'investissement « Ghadir » (affiliée au ministère de la Défense)
- 10-L'Organisation de la sécurité sociale des forces armées (SATA)
- 11-Le QG « Khatem-ol-Ossia » (affilié au ministère de la défense)
- 12-La Fondation coopérative de l'état-major des armées
- 13-La Fondation coopérative des forces de l'ordre (NAJA)
- 14-La Fondation coopérative de l'armée de terre

## **2 - La main basse sur les marchés financiers**

Malgré le nombre vertigineux des entreprises, sociétés, holdings, terrains, biens immobiliers et autres possessions de la Maison Khamenei et des pasdarans, la source principale des revenus farameux provient de leur mainmise sur les marchés financiers. La spéculation financière défie, de par sa nature, toute régulation ou contrôle, mais dans le cas du système du guide suprême, vu ses caractéristiques de prédateur, celle-ci devient particulièrement débridée. C'est ainsi que dans le domaine de l'accumulation des capitaux non-productifs (crédits bancaires, institutions financières, marchés boursiers et spéculations boursières, commerce extérieur et intérieur, marché des biens d'investissement, spéculation immobilière...), ce système s'approprie la part du lion.

La plupart des opérations qui assurent cette mainmise s'effectuent dans le cadre de ce qu'on appelle les « coopératives » dont les plus importantes figurent dans la liste ci-dessus.

Sur les activités de ces « coopératives » au sein des marchés financiers au cours des dix dernières années, il convient de rappeler que si certaines d'entre elles ont été créées depuis de nombreuses années, c'est surtout à partir de 2005 que leur entrée sur les marchés financiers a pris la forme d'une « invasion », suite aux directives de Khamenei qui en mai et juin de cette année-là ont ouvert la voie à la multiplication de ces entreprises et facilité leur entrée sur ces marchés.

La directive principale précise que la part du secteur coopératif dans l'économie du pays devait atteindre 25% avant la fin du cinquième plan quinquennal [2004]. De plus, le gouvernement est tenu de soutenir ce secteur avec des mesures comme les baisses d'impôts et d'accélérer leur développement en facilitant l'octroi de crédits par « toutes les institutions financières du pays », de lever les contraintes et les obstacles qui empêchent la présence des « coopératives » dans tous les domaines d'activité, y compris le secteur bancaire et l'assurance, et de les informer « de manière compréhensive » sur les soubresauts du marché\*, autrement dit, leur fournir « de manière compréhensive » toutes les occasions pour bénéficier d'un maximum de rentes financières.

Un an plus tard, le 3 juillet 2006, dans une autre directive « relative aux politiques générales du développement des secteurs non-étatiques », Khamenei fournit des précisions plus claires

sur l'organisation de l'économie du pays dans le cadre des coopératives affiliées aux pasdarans, au Bassidj et aux fondations sous son propre contrôle, notamment le QG exécutif.

Un aspect de cette directive qui attire l'attention concerne les précisions sur les modalités de l'utilisation des recettes financières émanant de ces transferts. Quelques exemples :

- l'attribution aux coopératives de 30% des recettes gagnées par les transferts ;
- l'octroi de facilités de paiement et de crédit pour renforcer les coopératives.

La traduction dans les faits de ces directives du Guide suprême se résume ainsi : en 2005, Khamenei prend personnellement le contrôle des marchés financiers (banques, assurance, la bourse, ...) avant de verser les recettes de l'Etat obtenues de la vente des entreprises publiques aux coopératives sous le contrôle des forces armées.

En 2015, Abbas Akhondi, le ministre des Chaussées et de l'urbanisme, suivi d'Eshagh Djahangiri, premier vice-président de la république, ont posé la question suivante :

Où sont passés les 100 milliards de dollars de recettes de la vente des entreprises publiques ?<sup>10</sup> Et cela alors que Khamenei avait clairement annoncé, une décennie plus tôt, l'utilisation qui devrait en être faite ! En outre, les décisions prises depuis 2008 dans le cadre du plan du « développement du système bancaire » ont pratiquement transformé les banques du pays en simples fonds du financement des fondations et entreprises sous le contrôle du guide suprême :

#### **Les facilités offertes par le système bancaire (mille milliards de toman)**

Objet	Mars2010- Mars2011	Mars2011- Mars2012	Mars2012- Mars2013	Mars2013- février2014
Facilités accordées au secteur non-étatique	290	345	406	482

*Source : Banque centrale*

Ce que le guide suprême a décidé et mis en œuvre sur les marchés financiers de l'Iran, peut se résumer ainsi :

1-La création d'un très grand nombre d'institutions financières et de sociétés de crédit dans le cadre des « coopératives ». Khamenei a par la suite transformé certaines d'entre elles en des banques privées. En 1979, l'Iran comptait 36 banques et fonds divers. En 2014, selon un rapport officiel, le nombre de ces entités était de 31 banques étatiques et privées, 36 sociétés de crédit « leasings » autorisées, plus de 460 « leasings » non-autorisés, près de 1000 coopératives de crédit autorisées et 7000 entités financières et de crédit non-autorisées<sup>11</sup>.

<sup>10</sup>Le 9 juin 2015 sur le site d'information et d'analyse Entekhab, on pouvait lire : « le vice-président Ishagh Jahangiri a déclaré qu'un des paragraphes de l'article 44 concernait le transfert de certains secteurs publics vers le secteur privé. On a vendu 100 milliards de dollars de télécommunications, de raffineries, d'usines, et de mines de cuivre, on a pris l'argent mais on ne sait pas où est passé cet argent. On a vendu de cette façon et on a pris l'argent. »

Le 4 janvier 2015, l'agence Misan écrivait : « Le Ministre de la Voirie et du développement urbain a déclaré qu'à la place d'une privatisation réelle, on a répandu la corruption [[?]] Et que 100 milliards de dollars ont été privatisés, mais on ne sait pas où est allé cet argent-là. »

Le 9 Juin 2015, l'Agence de presse Isna : « Abbas Akhoundi affirme que le volume des privatisations depuis 10 ans, atteint les 100 milliards de dollars, mais on ne sait pas où (cet argent) s'en est allé et comment il a été géré : à ce sujet, tout reste ambigu.

<sup>11</sup>Le nombre et la classification des banques et des institutions financières publiés par le site de la Banque centrale d'Iran est comme suit :

- Trois banques commerciales d'État
- Cinq banques spécialisées d'État

Le tableau suivant montre les banques et les entreprises financières, commerciales et industrielles appartenant à chacune selon les informations publiées dans les médias gouvernementaux. Elles sont au nombre de 309 dans ce tableau, alors que les autorités officielles ont déclaré que leur nombre approchait les 600 dans un premier temps et dépassait les 1000 dans un deuxième temps (k)

2-Ces sociétés et banques ont absorbé des sommes colossales d'argent déposées dans les comptes de dépôt en bénéficiant de facilités et de mesures de soutien des institutions étatiques.

3-Toutefois, ces mêmes entités ont multiplié le volume de liquidités (cash-flow) à une vitesse incroyable.

4-Compte-tenu du caractère inflationniste de l'économie du pays, l'absorption de l'argent des comptes de dépôts a canalisé une grande partie des biens financiers de la société vers les caisses du Guide suprême. En effet, l'inflation galopante au cours de ces dix dernières années, a entraîné la baisse du pouvoir d'achat de la population, alors que les intérêts bancaires étaient insuffisants pour compenser cette baisse. Autrement dit, les citoyens voyaient leurs dépôts bancaires fondre sous la chaleur des taux d'inflation atteignant parfois 50 à 60%. Parallèlement, la valeur des fonds propres des banques augmentait en volume.

5-Les bénéficiaires des richesses ainsi gagnées par la voie du contrôle des sociétés financières de crédit et des banques :

-Avec l'appui de Khamenei, selon les instructions communiquées dans ses directives de 2005, un petit nombre des chefs de pasdaran et des agents du pouvoir - la plupart étant des gestionnaires des entreprises commerciales au sein des fondations et des sociétés appartenant à la Maison Khamenei et aux forces de sécurité - ont pu obtenir des crédits colossaux. Selon un rapport de la Banque centrale, 29% des fonds déposés auprès des banques ont été octroyés à 173 demandeurs de crédit, chacun ayant obtenu des crédits ou emprunts de plus de 50 milliards de tomans. Il s'agit des mêmes emprunts qui n'ont pas été remboursés dans une majorité de cas provoquant la crise des arriérés bancaires<sup>12</sup>.

Le cercle infernal expliqué plus haut peut être résumé ainsi : le guide suprême vend les biens de consommation et services au peuple iranien à travers des entreprises dont il a le monopole. Résultat : les banques et autres groupes financiers s'accaparent une partie importante de

- 
- Vingt banques privées
  - Deux banques où l'argent est prêté sans intérêt
  - Une banque créée conjointement par les capitaux iraniens et étrangers
  - 158 coopératives de crédit aux groupes professionnels
  - 821 unions de crédit autorisé
  - 35 sociétés de leasing
  - 434 sociétés d'échange possèdent une licence valide
  - 7 fonds de prêts et d'établissements de crédit
  - 4 institutions de crédit

Selon Hamid Tehranfar, l'adjoint pour la surveillance de la banque centrale lors d'une réunion avec le gouvernement et le secteur privé le 14 mai 2015 cite par le site Analyse du pétrole, « il y a environ sept mille « caisses pour emprunter de l'argent sans intérêt » et des fonds de crédit illégaux qui opèrent en dehors de tout contrôle de la banque centrale. »

<sup>12</sup>Selon le communiqué de la banque centrale en date du 20 janvier 2014 cité par son site officiel : l'ensemble des facilités en cours et non en cours se monte à presque 5233 milliards de rials.

Les facilités non en cours se montent à 807 milliards de rials

Les facilités non en cours représentent à peu près 15 % du total des facilités.

Il y a 61 dossiers concernant des dettes de plus de 100 milliards rials chacun dont les facilités non en cours montaient à 152 milliards de rials, c'est-à-dire 19% de l'ensemble des créances bancaires.

112 dossiers comportant des dettes de 500 à 1000 milliards de rials dont l'ensemble des facilités non en cours étaient l'équivalent de 77000 milliards rials, c'est-à-dire 10% des créances bancaires.

Ainsi, selon le rapport de la banque centrale environ 29% des créances bancaires concernent 173 personnes physiques ou entités légales.

l'argent du peuple, là encore au bénéfice des caisses de la Maison Khamenei. Ce processus rappelle dans son essence le malheur et à la misère que les forces alliées avaient infligés à la société et à l'économie iranienne au début des années 1940.

Dans son ouvrage remarquablement documenté, « L'Histoire de l'économie politique de l'Iran, de la Révolution constitutionnelle à la fin du règne des Pahlavi »<sup>13</sup>, Ali Katouzian explique comment les alliés « avaient, dans les faits, contraint le gouvernement iranien de mettre les ressources économiques du pays à leur disposition. Cette opération avait été effectuée à l'aide d'une politique monétaire entraînant notamment la perte de la valeur de la monnaie nationale, l'augmentation de « cash-flow » et les crédits octroyés par les Britanniques et Soviétiques : dans un premier temps, la devise nationale a perdu 100% de sa valeur, ce qui a entraîné une baisse de 50% des recettes financière de l'Iran provenant de la vente des biens et services aux alliés...dans un deuxième temps, une mesure extrêmement inflationniste qui a quadruplé les prix a été mise en place, permettant ainsi aux forces de l'occupation de payer leurs dépenses dans le pays.

Troisièmement, des accords séparés avec le Royaume-Uni et l'Union soviétique ont permis le non-remboursement de 60% de l'excédent commercial de l'Iran avec l'Angleterre et la totalité des crédits annuels octroyés aux Soviétiques jusqu'à la fin de la guerre...

Bref, l'ensemble de cette affaire, c'est-à-dire la baisse de la valeur de la monnaie nationale, le cash-flow et l'obtention d'emprunts et crédits par les Britanniques et les Soviétiques, constituait une opération de vol à main armée contre un peuple extrêmement faible et pauvre... »

À présent, comparons le cercle vicieux de la misère en Iran sous l'occupation des forces étrangères avec le cercle infernal économique en Iran d'aujourd'hui. La perte du pouvoir d'achat, combinée à l'augmentation de l'inflation, la multiplication constante du volume de liquidités, et les crédits faramineux octroyés aux « occupants » demeurés non-remboursés, sont identiques dans les deux cas. L'autre aspect commun entre ces deux cas : la pauvreté et la misère généralisée engendrées par cette situation. Dans l'ouvrage cité ci-dessus on peut lire : «En 1953, lors d'un discours bien argumenté et s'appuyant sur des calculs précis devant le Madjlis, [le premier ministre] Mohammad Mossadegh a estimé que les prix en Iran avaient augmenté dix fois plus depuis l'occupation du pays en 1941 »<sup>14</sup>.

### **3 - Appropriation des richesses du pays par la suppression des subventions**

L'application de la loi sur la suppression des subventions à partir de 2010 est, selon les analystes, l'événement le plus important pour l'économie iranienne depuis la réforme agraire mise en œuvre par le régime du Chah en 1962. De nombreux économistes s'accordent à dire que l'application de cette loi pourrait, en reconnaissant la valeur réelle des marchandises contribuer au renforcement de l'économie iranienne. Cependant, ceux qui s'étaient montrés optimistes quant aux résultats de cette mesure, n'avaient pas su saisir le sens profond des décisions politiques et économiques majeures du Guide suprême, qui visaient nécessairement à assurer la survie et les intérêts sécuritaires du régime.

La construction de la ligne de chemin de fer reliant le nord au sud du pays (qui a débuté en 1926) avait pour vocation première de faciliter la tâche de Reza Chah (le père du dernier monarque iranien), qui voulait étouffer les révoltes populaires dans diverses régions de l'Iran. La réforme agraire du Chah cherchait avant tout à consolider le pouvoir central en

---

<sup>13</sup> Katouzian Ali, « L'Histoire de l'économie politique de l'Iran, de la Révolution constitutionnelle à la fin du règne des Pahlavi », cinquième édition, p. 196

<sup>14</sup> Key-Ostovan, Hossein, «La politique de l'équilibre négatif au quatorzième parlement», vol. 2

éliminant l'ordre féodal. De même, les subventions ont été supprimées afin de compléter la mainmise totale du Guide suprême sur l'économie dans le but de consolider la sécurité du régime.

Il serait erroné de penser que cette décision n'ait été prise qu'à l'initiative du seul Mahmoud Ahmadinejad. En effet, comme cela a été le cas avec l'expropriation des sociétés financières du pays et la mainmise sur le marché des devises et de la finance, la suppression des subventions n'a pu être réalisée qu'avec l'intervention de Khamenei. Ce dernier voyait dans cette mesure un moyen de plus pour consolider la politique visant à mobiliser l'économie au profit des politiques du Guide suprême et des Pasdaran.

L'examen du processus qui a abouti à l'adoption par le Majlis de la loi sur la suppression des subventions montre que Khamenei est intervenu à chaque étape pour la soutenir<sup>15</sup>.

Mais la suppression des subventions, à la lumière des indices des cinq dernières années, n'a pas renforcé le secteur privé. Au contraire, alors que le prix du gazole a été multiplié par 21 et le prix du gaz par 7, les coûts de production ont grimpé de façon exorbitante.

Afin d'endiguer les effets néfastes de cette augmentation des prix, il a été prévu dans la loi destinée à « rendre les subventions objectives » que 20 % des revenus provenant de cette législation seraient dévolus au secteur de la production.

Mais cette promesse n'a jamais été tenue. Fait inédit, les unités de production étaient devenues trop faibles pour augmenter leurs revenus propres, car elles n'avaient plus les ressources pour concurrencer des biens similaires à meilleur prix en provenance de l'étranger.

Les effets destructeurs se sont enchaînés : 60 à 70 % des unités de production ont dû déposer le bilan ou réduire d'un tiers leur capacité de production.

Ainsi, leurs marchés ont été accaparés par les sociétés du Guide suprême qui, grâce à leurs capacités financières, peuvent importer les biens nécessaires de l'étranger.

Par ailleurs, l'effet inflationniste de la flambée des prix de l'essence, du gazole, de l'eau, de l'électricité et du gaz a considérablement réduit le véritable pouvoir d'achat de la population.

Par conséquent, tout en accélérant le processus de monopolisation des marchés financiers et des activités économiques, la suppression des subventions a permis au régime de s'accaparer des richesses nationales par deux voies parallèles : d'une part par l'élimination d'une partie considérable des unités de production, et d'autre part par l'augmentation de l'inflation.

### **« Où est le fruit de 40 ans de labeur ? »**

Les trois mesures – s'accaparer des entreprises financières, absorber les marchés financiers et supprimer les subventions – poursuivent le même but : s'approprier les richesses du pays au profit du projet de survie du régime.

---

<sup>15</sup> Avec l'aggravation du différend entre Majlis (le parlement) et le gouvernement sur le vote d'une loi à la demande d'Ahmadinejad en vue d'organisation d'un référendum en vue de régler le différend, le 21 mars 2010, Ali Khamenei est intervenu personnellement appelant les trois pouvoirs à maintenir leur unité lors des grandes prises de décisions. Il a souligné que la différence entre les points de vue de chacun ne devait pas provoquer l'arrêt du mouvement dans le pays ni la séparation des voies des individus (les dirigeants des trois pouvoirs).

Cette déclaration intervenait en fait au bénéfice du gouvernement. En demandant aux trois dirigeants des pouvoirs de sauvegarder l'unité, Ali Khamenei a appuyé fermement la loi des subventions du 5 avril 2010. Le Majlis a ultérieurement voté la loi proposée par Ahmadinejad lors d'une session tenue à huis clos.

Le montant exact des revenus engendrés par ce processus au bénéfice des fondations du Guide suprême et des Pasdaran n'est pas connu ; au mieux, il existe quelques rapports relatifs à certains secteurs de cet ensemble. Mais si nous acceptons l'hypothèse selon laquelle les activités financières et commerciales des fondations et des institutions financières contrôlées par le bureau du Guide suprême représentent au moins 50% du PIB iranien (6), la somme doit être colossale.

Par ailleurs, pendant la décennie écoulée, l'accumulation du capital en Iran a été négative ou tout au plus dérisoire. Cette réalité soulève une question essentielle : où est le fruit de l'appropriation des richesses du peuple iranien ?<sup>16</sup>

Une partie de ces revenus a été gaspillée par des détournements de fonds et des prêts bancaires énormes jamais remboursés, ainsi que par la corruption inhérente à l'économie du système actuelle. Mais il serait fastidieux d'égrener tous les cas de corruption, car ils ne représentent qu'une partie infime des revenus engendrés par le système pendant la dernière décennie.

La réponse à cette question doit être cherchée ailleurs, c'est-à-dire dans le prix à payer pour la politique particulière du Guide suprême. Le grand poète persan Molavi s'est exclamé : « Comment expliquer la disparition du **fruit de 40 ans de labeur** si ce n'est par la présence d'un rat voleur dans notre grenier ? ». En vérité, c'est le rat gigantesque du « projet de survie » du régime qui a rongé le contenu du grenier de l'économie iranienne et tout gaspillé dans la fournaise de la répression interne et du bellicisme à l'extérieur, notamment dans les guerres en Syrie, au Yémen, en Irak, ainsi que dans le programme nucléaire<sup>17</sup>.

Le montant exact de ces dépenses n'est pas connu. Par ailleurs, le régime cherche à en cacher à la fois le montant et les méthodes de financement, de telle sorte qu'aucune mention n'en est faite, ni dans la loi des finances, ni dans tout autre rapport financier officiel ou officieux. Une politique sévère cherche très clairement à empêcher toute fuite d'information dans ce domaine. Cependant, nous tâcherons par les arguments et les calculs ci-après d'en donner une estimation raisonnable.

### **a- Le coût de la guerre en Syrie**

Pour Téhéran, le budget alloué à la guerre en Syrie est colossal mais les informations sur le montant précis sont inexistantes, et ce que nous en savons provient de rares rapports de presse<sup>18</sup>. Pour se donner une idée, on peut calculer le salaire mensuel des 5000 membres de la milice syrienne, les « *chabiha* », payés par le « Comité d'aide » du bureau du Guide suprême iranien. Le salaire de certains membres de l'armée syrienne est également payé par les Pasdaran<sup>19</sup>. En y intégrant le coût de l'assistance militaire et logistique et en tenant compte de la baisse des exportations de pétrole, selon les estimations les plus prudentes, le coût annuel pour l'économie iranienne de la guerre en Syrie serait de 24 milliards de dollars.

---

<sup>18</sup>En mai 2015 le journal *Shargh* a estimé que l'Iran, la Chine et la Russie aident mensuellement la Syrie chacun pour un montant de 500 millions de dollars venant de la vente du pétrole et d'autres sources de crédit.

<sup>19</sup>Le journal *Christian science Monitor* citant des sources diplomatiques à Beyrouth a rapporté qu'on estime que l'Iran dépense entre un et deux milliards de dollars par mois en Syrie.

L'estimation la plus importante est celle de M. Staffan de Mistura, représentant de l'ONU en Syrie, qui, dans une réunion privée à Washington, a affirmé : « L'Iran dépense 35 milliard de dollars chaque année en Syrie. » Lors d'une audience au Sénat français, le 5 mai 2015, Nazir Hakim, Secrétaire du Bureau politique de la Coalition nationale syrienne, a déclaré : « Pour moi, Assad restera au pouvoir si le régime iranien continue de le soutenir. Le régime syrien a reçu 87 milliards de dollars d'aide financière au cours de ces trois dernières années. Ma parole est basée sur un document digne de foi, et Assad ne quittera pas le pouvoir aussi longtemps que le régime iranien ne quittera pas la Syrie. »

## **b- Le terrorisme et les ingérences en Irak**

Depuis la chute de Nouri al-Maliki, le premier ministre irakien à la solde de Téhéran, les Pasdaran ont cherché à conserver leur influence en Irak en finançant les milices chiites qui lui sont affiliées. L'ambassadeur du régime iranien à Bagdad, Dana'ifar, et Ghassem Soleimani, le commandant de la Force Qods des Pasdaran, ont la responsabilité de gérer cette aide à travers « une économie de l'ombre ». Il n'y a pas de chiffres officiels concernant le montant précis de cette aide.

## **c- La guerre au Yémen**

Depuis mars 2015, une guerre d'envergure stratégique pour Téhéran a lieu au Yémen. Cette guerre a décuplé les dépenses allouées au groupement Ansar Hezbollah affilié à l'Iran. En 2008, les opposants iraniens avaient révélé l'existence de flux d'armes et de missiles balistiques de l'Iran dirigés vers les zones sous contrôle des Houthis. Mais encore une fois, le coût réel de cette guerre pour l'économie iranienne n'est pas connu.

## **d- Les autres activités terroristes**

A cela il faut ajouter le coût des autres activités de soutien opérationnel aux groupes intégristes<sup>20</sup>, tels le Hezbollah libanais, engagé depuis 2014 dans une guerre totale en Syrie. On estime l'aide annuelle apportée à ce groupe libanais à un milliard de dollars<sup>21</sup>. Si les sommes débloquées pour financer ailleurs, les ingérences et les activités terroristes du régime ne sont guère comparables à celles mentionnées ci-dessus, mais les chiffres importants de cette catégorie de dépenses en Afghanistan, au Bahreïn ou la Palestine ne sont pas négligeables non plus. Ainsi, l'aide financière apportée au groupe palestinien Hamas est estimée à 1,3 milliards de dollars(N)

## **e- Le programme nucléaire**

Le projet nucléaire est un fardeau énorme pour l'économie iranienne. Son coût s'est multiplié pour plusieurs raisons à savoir : les opérations de renseignement pour dissimuler les sites et les activités nucléaires ; le forage de tunnels au cœur des montagnes ; la construction d'installations parallèles à celles du programme officiel et l'achat à des intermédiaires occidentaux de pièces et de technologies nécessaires au programme nucléaire, en contrebande.

Dans la loi des-finances pour l'année 2015, la somme allouée à l'Organisation iranienne de l'énergie atomique n'était que 846 milliards de tomans, une somme dérisoire par rapport au coût réel du programme nucléaire. Diverses estimations ont été faites à ce sujet par des économistes et des sources internationales crédibles ainsi que par l'ancien responsable iranien

---

<sup>20</sup>Les montants alloués à l'ingérence dans d'autres pays de la région ne sont pas comparables à ceux mentionnés ci-haut, mais l'importance des dépenses en Afghanistan, au Bahreïn et en Palestine ne sont pas négligeables. Par exemple, le montant que le gouvernement iranien a versé au Hamas est estimé à 1,3 milliards de dollars. (AFP 12 novembre 2013).

<sup>21</sup> Selon le quotidien français *Le Figaro* du 8 octobre 2013, « l'Iran a donné trente milliards de dollars au Hezbollah Libanais ces trente dernières années. »

Dans un discours, Hassan Nasrollah, secrétaire général du Hezbollah a également déclaré : « Le guide suprême, l'imam Khamenei, a déclaré sans aucune ambiguïté lors d'une prière de vendredi que la République islamique soutient les mouvements de la résistance libanais et palestinien, et ne demande rien en échange. Quant à nous, nous accomplissons notre devoir religieux.

C'est la première fois que cette réalité est exprimée avec une telle clarté et précision de la part de la plus haute autorité de la République islamique. ... Suite à cette prise de position, chacun parle de lui-même et moi je parle du Hezbollah. Oui, nous recevons de la République islamique d'Iran depuis 1982 le soutien politique, moral et matériel sous diverses formes. Déjà nous disions que nous recevions la moitié du soutien et nous ne parlions pas de l'autre moitié. Nous disions que nous avions le soutien moral et politique, mais nous observions le silence en ce qui concerne le soutien matériel, financier et militaire parce que nous ne voulions pas mettre nos frères iraniens dans une situation difficile. Maintenant que la plus haute autorité du régime iranien dit qu'il soutient (le Hezbollah libanais), nous devons aussi être clair... en d'autres termes, ce fut un honneur pour la République islamique d'Iran de nous soutenir car cette résistance a réalisé la plus importante victoire arabe contre Israël. S'il n'y avait pas de soutien moral et matériel du régime iranien en faveur du mouvement libanais, cette victoire n'aurait jamais pu être réalisée.



du programme. Un résumé de ces rapports est cité dans les notes annexes<sup>22</sup> (8). Les estimations les plus prudentes du coût du programme nucléaire évoquent un montant annuel de 10 milliards de dollars.

#### **f- Le programme de missiles balistiques**

L'industrie balistique est très coûteuse en raison de la diversité des missiles produits et du nombre d'exercices militaires (9). Des contrats tels que celui d'un montant de 11 milliards de dollars pour l'acquisition par les Pasdaran de missiles intercontinentaux de la Corée du Nord en 2009, ainsi que l'inauguration d'importants sites balistiques confirment l'ampleur de ces dépenses. À cela il faut ajouter le coût des méthodes employées pour acheter des pièces sensibles au marché noir et pour dissimuler ce programme. Encore une fois, le montant des dépenses ne figure que dans le budget caché de l'appareil militaire et sécuritaire du régime<sup>23</sup>.

#### **g- Activités courantes dans le domaine sécuritaire et militaire et la propagation de l'intégrisme**

La loi des finances annuelle du gouvernement comporte des dotations au budget des forces armées et des organes de renseignements et de sécurité, ainsi que des organes spécialisés dans la propagation de l'intégrisme. En plus de ces dotations, les organes en question consacrent une partie de leurs revenus financiers et commerciaux à leurs dépenses courantes. Cette pratique figure notamment dans les statuts de la Fondation coopérative des Pasdaran.

Le montant exact des revenus affectés à ces domaines n'est pas connu et ne peut être évalué avec précision. Par conséquent, afin d'évaluer le budget courant des forces armées et sécuritaires du régime, nous devons nous contenter des chiffres annoncés dans la loi des finances. Le tableau suivant présente les chiffres des dernières années :

Le budget militaire et sécuritaire courant (en milliards de toman) de mois de mars à mars de l'année suivante (année du calendrier iranien)

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2016
Militaire	967699	1162159	164204	22567	3294912	3881857	3252718	4205764

---

<sup>23</sup> - En avril 2013, deux institutions de recherche américaines, « la Fondation Carnegie pour la paix » et la « Fédération d'Amérique » [ ? ? ], dans un rapport conjoint, ont révélé que le programme nucléaire de l'Iran avait coûté plus de 100 milliards de dollars.

Mais les estimations des autres experts montrent des chiffres plus élevés : un économiste iranien a évalué le coût total du projet « de 600 à 700 milliards de dollars ». M. Mehran Mostafavi, professeur des universités en France, estime que « Les évaluations faites à partir des déclarations des autorités iraniennes et des institutions internationales montrent que le coût du projet nucléaire imposé au budget de l'Etat iranien est plus élevé que le coût des 8 années de la guerre irano-irakienne.

Les experts estiment le coût minimum du projet à 600 à 700 milliards de dollars. En outre, les coûts indirects, tels que la fuite des cerveaux, l'absence de l'exploration dans les champs de pétrole et de gaz cumulée et les ventes de pétrole et de gaz sont aussi à prendre en compte. Dans ces circonstances, le coût du projet nucléaire est évalué à plus de 2000 milliards de dollars» (Radio Zamané 06/02/2014).

Mohammad Jahromi, ministre du travail dans le cabinet d'Ahmadinejad, est allé encore plus loin : « Le projet nucléaire entraîne une perte de 160 milliards de dollars par an pour le pays » (Entretien de M. Jahromi avec le site Namé News).

Dans un entretien avec le journal *Shargh* en date du 5 juillet 2014, Moussavian, un ancien négociateur du dossier nucléaire, a déclaré que le coût du projet nucléaire directement et indirectement est évalué à plus de plusieurs centaines de milliards de dollars.

De son côté, le magazine *Economist* a évalué le coût total du projet nucléaire à 300 milliards \$.

Si on considère la construction du site Natanz comme un point de départ du projet nucléaire dans les dimensions actuelles, dans ce cas-là, ce projet a coûté au cours des deux décennies passées entre 5 et 30 milliards de dollars par an. Dans ce cas également, avec une évaluation prudente, on en arrive à un montant approximatif de 10 milliards de dollars par an.

Sécuritaire	240466	257057	391068	44032	562944	631454	788553	1076042
Propagation de la révolution et de l'islamisme	15893	189194	20726	22912	308131	326573	338727	44075
Aides aux membres des forces armées	25043	30032	53389	47259	714559	106776	1090555	107822
Renforcement des fondations et des coopératives des forces armées	165	17334	30818	40395	2181	1480	1812	2582
Total	1634025	208207	3082438	380268	5098646	6055644	5651753	7058976
En % du budget général	17.39	21.5	24.24	22.4	31	28.77	24	29.8

*Source : Site national des lois et règlements de la république islamique d'Iran, Département des affaires légales de la présidence de la république.*

#### **Explication :**

Les chiffres ci-dessus proviennent d'une synthèse des lois générales des finances des huit dernières années. Si nous avons essayé de classifier et inclure les chiffres éparpillés à travers les tableaux et sections différentes de manière plus claire et visible pour présenter un tableau aussi proche à la réalité de budgets annuels militaires et sécuritaires que possible, néanmoins, ce tableau ne reflète qu'une partie de la vraie dimension de ces dépenses, souvent dissimulée sous des formules à trompe-l'œil ou ambiguës comme « définis dans les lois annuelles relatives à ce secteur ».

Les titres dans ce tableau n'apparaissent évidemment pas de manière semblable sous les chapitres différents des lois de finances annuelles, mais nous avons essayé de rassembler des chiffres éparpillés dans les tableaux ou les chapitres de ces lois sous des catégories de dépenses générales pour plus de clarté en montrant les liens étroits entre ces chiffres. A titre d'exemple, les budgets alloués à « la reconstruction de l'Afghanistan », « la reconstruction des lieux saints [en Irak] », ou « la Communauté mondiale d'al-Mustafa », etc. ont été classifiés sous la catégorie générale de « la propagation de la révolution et de l'islamisme ».

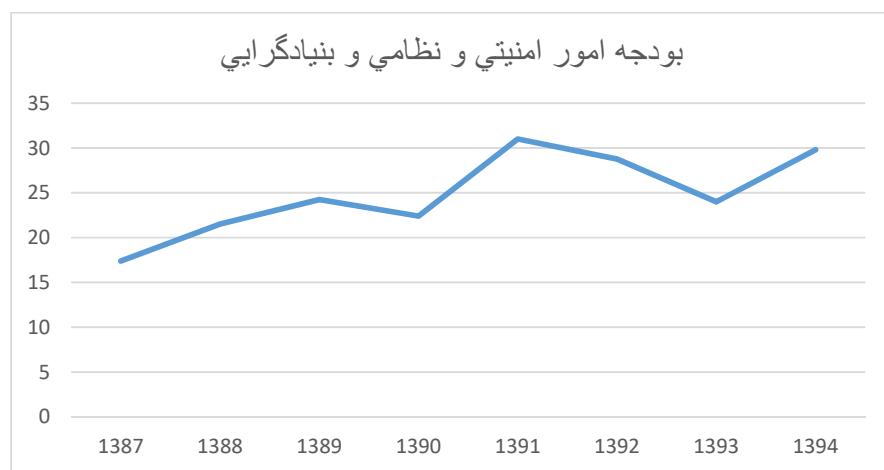
Nous y avons également inclut le financement du « Comité Emdâd-e Emam » [Comité de secours de l'Imam] officiellement créé pour aider les nécessiteux. Les activités réelles de cette entité sont décrites dans le chapitre suivant.

Aussi, on ne trouve aucune mention des budgets divers du ministère de l'Intérieur, du Croissant-Rouge iranien ou des écoles religieuses ou séminaires de Qom, Khorasan, alors qu'une partie importante de celles-ci est consacrée à la répression intérieure et à la propagation de l'intégrisme. A titre d'exemple, le Croissant-Rouge a créé 30 centres et branches dans 23 pays, pour la plupart africains, qui sont impliqués dans la politique de l'exportation du fondamentalisme islamiste sous couvert des activités de secours médicales(P).

Néanmoins, on peut en tirer certaines conclusions importantes. En premier lieu, la prétention selon laquelle le budget de la défense du pouvoir iranien se situerait entre 2 et 5 % de son PIB n'a aucun fondement. Cette ligne budgétaire représente actuellement environ 30 % du budget annuel du gouvernement, sans compter la manne considérable provenant des fondations financières du Guide suprême.

En deuxième lieu, la part des dépenses militaires et sécuritaires dans le budget général a progressé de 17 % en 2008 à 30 % en 2015. Cette hausse confirme la thèse de cette étude, selon lequel les fondements de l'économie iranienne sont utilisés pour financer le projet de survie du système du Guide suprême.

### **Le budget militaire et sécuritaire et pour la propagation de l'intégrisme**



Le graphique ci-dessus donne une image plus fidèle des véritables dépenses sécuritaires et militaires. Ainsi, pendant la période de mars 2014 à mars 2015, les dépenses dans ces domaines sont estimées à 25 milliards de dollars (en tenant compte des taux retenus dans la loi des finances de l'année en cours pour l'équivalence en dollars). Il reste 58 milliards de dollars pour le reste du budget général. Sur la base de ces chiffres, nous pouvons ainsi compléter notre estimation finale comme suit :

### **Dépenses militaires et sécuritaires et pour la propagation de l'islamisme (2015)**

Domaine	En milliards de dollars
Budget général du gouvernement	25
Guerre en Syrie	24

Hezbollah libanais	1
Projet nucléaire militaire	10
Programme balistique	Inconnu
Implication dans la guerre civile en Irak	inconnu
Soutien au groupe Ansar-Allah au Yémen	Inconnu
Total	60

D'après les chiffres énoncés ci-dessus (qui ne tiennent pas compte des coûts exorbitants du programme balistique et des guerres en Irak, en Syrie et au Yémen), on peut donc conclure que le projet de survie du système du Guide suprême coûte quelques 60 milliards de dollars à l'économie iranienne. Cette somme est supérieure au budget général annuel pour les dépenses non-militaires.

### **Un système susceptible de réforme ?**

Nous revenons à présent à la question posée au début de cette étude : la levée des sanctions à la suite de l'accord nucléaire, pourrait-elle sauver l'économie iranienne et mener à de véritables réformes ? Si une partie de la réponse à cette question se trouve dans les éléments déjà énoncés, il convient cependant de rappeler qu'il ne faut s'attendre à aucune réforme dans le cadre du système politique actuel, tant que le projet de survie du régime du Guide suprême dépendra de son appropriation des richesses du pays. Car cela risquerait de saper les structures mêmes du système.

En fin d'analyse, nous pouvons affirmer qu'il n'y a aucune perspective d'amélioration de l'économie iranienne sans la démocratisation du système. Par conséquent, les politiques économiques du gouvernement Rohani ne peuvent être considérées comme de véritables réformes.

La tendance générale des lois de finances depuis 2013 et l'arrivée de Rohani aux affaires confirme une nette priorité accordée aux activités sécuritaires et militaires, réaffirmée par l'incroyable déclaration d'Hassan Rohani lorsqu'il a annoncé que le budget du gouvernement consacré au « renforcement du système de défense du pays » a été multiplié par cinq (Q). (13)

De véritables réformes économiques sont non seulement loin des capacités d'action de la faction Rafsandjani-Rohani, elles sont également contraires à leur ambitions politiques. Car elles leur enlèveraient également leur influence politique.

Or, cette résistance à toute réforme, qui a été pendant un moment le mécanisme de défense du régime pour se prémunir de toute brèche ou fracture, met aujourd'hui en danger son existence même.

### **De l'« accroissement global » au déclin progressif**

L'économie politique de la dernière décennie a été formulée autour d'une stratégie de « synergie » pour la domination globale du « pouvoir et de la richesse ».

Le mot « synergie » en lien avec les politiques de la dernière décennie, mentionné couramment dans les documents du régime iranien, n'est pas employé au sens propre (14). Dans le jargon des mollahs, il signifie l'appropriation de tous les leviers du pouvoir et du

potentiel économique du pays. Dans cet article, le mot « crispation » est utilisé pour mieux rendre compte de ce phénomène propre au régime iranien.

Dans une stratégie qui a atteint son apogée en 2005, Khamenei et les Pasdaran se sont engagés à fond dans la domination de la politique intérieure et des activités économiques. À l'étranger, cette stratégie s'est traduite par la propagation de l'intégrisme et les ingérences régionales.

Elle s'est manifestée dans la mise en place de Mahmoud Ahmadinejad à Téhéran et de Nouri Maliki à Bagdad. Par ces moyens, Khamenei a ainsi pu se procurer une manne financière suffisante pour contrôler et étouffer la société iranienne tout en accroissant son influence dans la région. Sans les ressources financières provenant de cette « synergie », les ingérences du Guide suprême dans la région n'auraient pas pu prendre une telle ampleur.

A l'intérieur du pays, cette stratégie a permis à Khamenei de contraindre la faction adverse à la soumission totale et à écarter le secteur privé, identifié par Heydar Moslehi, le ministre du Renseignement, comme une menace pour le pouvoir. (15) Grâce aux Pasdaran et aux fondations qui leur sont affiliées, Khamenei a par ailleurs réussi à étouffer toute velléité de mécontentement parmi les salariés et la classe ouvrière.

Cependant, après une première phase d'expansion rapide, cette « synergie » a commencé à s'user.

Sur le plan politique, le soulèvement de 2009 est considéré comme la rupture la plus profonde au sommet du pouvoir iranien. D'autres ruptures s'en sont suivies, mettant en question le principe même de Guide suprême, élargissant toujours plus la brèche et amplifiant la perte de l'autorité de Khamenei, illustrée par l'insubordination de Mahmoud Ahmadinejad, la fragmentation de la coalition dominante (les fondamentalistes), le retour du clan rival sur la scène politique et l'échec de la politique de crispation, la chute, à Bagdad, du gouvernement irakien inféodé à Téhéran, la crise syrienne, la débâcle au Yémen, et enfin le recul du Guide suprême sur le projet d'acquisition d'arme nucléaire, qui constitue un des piliers de la stratégie de survie du régime.

Sur le plan économique, les indices macroéconomiques du pays témoignent d'un très net recul. Le tableau suivant, élaboré à partir de statistiques publiées par le régime, donne un aperçu de ce déclin:

Année	Inflation %	Croissance économique %	Revenu annuel (millions de tomans)	Formation du capital %	Liquidités (milliards de tomans)	Bien-être social %	Hausse des salaires
2005-2006	10.4	5.7	21.7	4.7	92101	11	7.7
2006-2007	11.9	6.2	22.7	-1.4	128419	5	5.7
2007-2008	18.4	6.9	25.8	11.1	164029	9	3.2
2008-2009	25.4	0.8	24.6	11	190136	1	-4.3
2010-2011	10.8	3	23.2	2.9	235588	-7	8.4

2011-2012	12.4	6.5	25.3	3.8	294887	11	2.3
2012-2013	21.5	4.3	26.6	3.5	352220	6	-10.3
2013-2014	30.5	-6.8	21.6	-23.8	460693	-19	-9.6
2014-2015	34.7	-1.9	20.7	-6.9	594785	-6	-7.3

Sources: Banque centrale, Bureau national des comptes (2014-2015), informations sur le budget de la planification familiale - Salaire minimum, Organisation d'assistance sociale.

Les chiffres dans le tableau ci-dessus proviennent de la banque centrale, considérée comme la référence principale pour les questions économiques et réputée pour son optimisme et sa tendance à ne publier que les chiffres les plus favorables. À titre d'exemple, le taux d'inflation pour les années 2010-2013 a été estimé entre 11 % et 35 %, alors que les analystes indépendants l'estime autour de 50 %.

Néanmoins, ce tableau permet de tirer certaines conclusions importantes.

Ainsi, au cours de la dernière décennie :

- le produit intérieur brut a chuté de 12 %,
- le revenu par habitant a chuté d'un tiers,
- la formation du capital a baissé de 24 %,
- la liquidité a été multipliée par six,
- le bien-être social a reculé de 30 %,
- l'inflation a augmenté de 176 % alors que les salaires ont baissé de 4 %.

En dix ans, la société iranienne aurait donc perdu 64 % de ses richesses. En d'autres mots, le pouvoir en place s'est accaparé de 64 % des richesses de la société iranienne.

Un autre critère important est celui du travail. Alors que la banque centrale publie des chiffres qui sont loin de la réalité, les responsables du régime ont une appréciation plus crédible lorsqu'ils avouent que la création de l'emploi est à son plus bas niveau depuis 50 ans. En 2012-2013, la création d'emploi a même été négative (16).

Enfin, il faut ajouter à ces crises inextricables celles dites « de l'eau », des « migrants de l'eau », des « terres brûlées » et des « lacs asséchés ». Cette situation, qui a pour origine le gaspillage des ressources du pays, a provoqué de graves crises dans le secteur de l'agriculture. Elle constitue l'une des crises les plus graves que le régime ait jamais connue, mais ce n'est pas la conséquence uniquement d'une mauvaise gestion des ressources. Elle est également le résultat de la stratégie de survie du régime du Guide suprême, qui a mobilisé les capacités environnementales et notamment les sources d'eau. L'examen des vastes projets de déviation de cours d'eau et de fleuves et de construction de barrages montre que ceux-ci sont en lien avec le développement du programme nucléaire du régime ou la politique sécuritaire et militaire des Pasdaran.

L'erreur stratégique du régime a été d'avoir anéanti les ressources vitales d'un pays afin d'assurer une stratégie contraire au processus normal et naturel du développement de la société et de l'histoire. Cette contradiction a un effet sur la stabilité fondamentale du régime.

Comme nous pouvons le constater à partir des statistiques des dix dernières années (voir ci-dessus), la crise économique en Iran a débuté en 2008-2009. Elle a atteint son apogée en 2012. La chute de la devise a commencé en 2010, alors que les sanctions pétrolières n'ont été

imposées qu'en 2012. Par conséquent, si les sanctions ont contraint le guide suprême à reculer par rapport à son programme nucléaire, elles n'ont pas été la cause principale de l'effondrement de l'économie iranienne. Elles n'ont fait qu'exposer la fragilité du système iranien. À telle enseigne que le régime a été contraint à accepter les accords de Genève en novembre 2013 après seulement 18 mois de sanctions pétrolières. Si la stratégie de « synergie » pratiquée par le Guide suprême avait pu renforcer le régime, celui-ci n'aurait jamais reculé dans la négociation nucléaire.

C'est une erreur de penser que la situation catastrophique de l'économie, ainsi que les difficultés engendrées par cette situation, ne portent préjudice qu'à la population désenchantée, épargnant les dirigeants iraniens qui se servent de la manne pétrolière pour sauver les fondements du système. Des crises économiques de moindre importance ont causé la chute de la dictature du Chah.

De même, le système du Guide suprême a perdu sa stabilité stratégique en supprimant le secteur privé, en appauvrissant la classe moyenne, en gaspillant le talent et l'énergie des populations instruites et en résumant toutes les affaires du pays dans le seul intérêt d'un petit nombre. Le régime du Guide suprême traverse sa phase la plus sensible.

Le raisonnement sur lequel repose cette étude se résume par le paradoxe suivant : si la théorie de « synergie » et la domination globale du pouvoir et des richesses a pu conférer une puissance maximale au Guide suprême, elle porte cependant en elle les prémices de sa propre destruction.

Sans oublier les différences historiques entre le régime du Guide suprême et celui de la dynastie Safavide (XVI<sup>e</sup> siècle), on peut la citer à titre d'exemple. Les rois de l'époque safavide, fondateurs du chiisme en Iran, s'étaient engagés eux aussi dans une politique de domination globale du pouvoir et de la richesse. Dans l'ouvrage intitulé « La Politique en Iran », nous pouvons lire ceci à propos de l'époque Safavide : « Dans le système de l'organisation politique des musulmans d'Orient il existe un fil conducteur commun qui divise l'administration du pouvoir en deux parties principales : la cour et le divan. La cour représente la famille royale et le divan représente l'appareil du gouvernement ou l'administration. Cette division a eu un effet considérable dans l'apparition et le déclin du système politique. Ces deux centres de pouvoir étaient en perpétuelle tension. Ces tensions ont finalement pu être maîtrisées quand la cour a assimilé et digéré le divan. Mais cela a également déclenché l'effondrement du système safavide ».

Le système du Guide suprême a également parcouru toutes les étapes de l'assimilation et de la monopolisation du pouvoir et des richesses. Mais une monopolisation qui jadis ne faisait qu'ajouter à la pauvreté et à la désolation, menace aujourd'hui l'existence même du pouvoir en place.

### **La nouvelle structure des entreprises en Iran**

L'article 44 de la Constitution du régime du Guide suprême (Velayat-e Faqih) dispose : « Le système économique de la République islamique d'Iran se construit sur trois secteurs, étatique, coopératif et privé, avec une planification et une régulation adaptées ». Mais comme nous l'avons souligné plus haut, dans sa directive de 2005, Khamenei invente une nouvelle sectorisation de l'économie : les secteurs coopératifs, privés et publics non-étatiques. Depuis, le transfert du contrôle des entreprises étatiques concerne surtout ce fameux « secteur public non-étatique » et constitue la base d'une nouvelle « restructuration » et une nouvelle configuration dans le contrôle et la gestion des entreprises économiques de l'Iran.

Deux ans plus tard, le parlement des mollahs votait une loi portant sur « la gestion des services étatiques » dans laquelle le secteur public non-étatique est défini ainsi : « l'institution ou entreprise publique non-étatique est une organisation dotée d'une indépendance juridique, créé par l'Assemblée islamique consultative [Majlis] et dont 50% du budget annuel sont assurés par des sources de financement non-gouvernementale, même si ses objectifs et son fonctionnement font partie du service public ».

Dans les faits, il s'agit d'un secteur déguisé par un statut juridique particulier pour couvrir l'ensemble des entreprises et institutions contrôlées par la Maison Khamenei et l'administration du Guide suprême, dont les forces armées, les fondations et les organisations spécialement conçues et créées pour mettre en œuvre les politiques répressives et l'exportation de l'idéologie réactionnaire du régime.

La nouvelle restructuration de l'économie iranienne, le développement le plus important de l'économie politique du pays au cours de la décennie écoulée, est basée sur l'extension sans limite et incontestée de ce soi-disant « secteur public », ainsi transférant la direction de l'économie du pays de l'Etat à un empire contrôlé par le Guide suprême.

Pour avoir un portrait clair de la nouvelle structure de l'économie iranienne sous l'emprise du Guide suprême, une liste des entreprises contrôlées par les institutions principales du régime et ses forces armées incluant des sociétés ou organisations liées à chacune, sera fournie dans les pages qui suivent. Toutefois, des fondations ou des administrations des lieux saints ou mausolées [Astân] comme la Mausolée de Ma'soumeh, Chah-e Tcherâgh, Shah Abdol-Azim, l'Organisation pour la propagande islamique, la Fondation Sadough, la Communauté Al-Zahra, la Fondation 15 Khordâd ou la Fondation Zeinab-e Kobra d'une importance moindre, par leurs tailles, que les conglomerats ou grandes fondations incluses dans cette liste, n'y apparaissent pas.

Elle n'inclut pas non plus les 14 sociétés gérées par le ministère de la Défense, à savoir :

- la Société des industries de pièces électroniques [Sherkat-e Sanay-e ghat'ât-e elektronik]
- Société Isiran
- Société électronique Shiraz
- Société des industries de communication d'Iran [Sherkat-e Sanay-e Mokhaberat-e Iran]
- Société d'industries optiques d'Ispahan [Sherkat-e Sanay-e optik-e Esfahan]
- Société d'industries électroniques d'Iran [Sherkat-e Sanay-e elektronik-e Iran]
- L'Organisation des industries aérospatiales [Sazaman- Sanay-e Hava-Faza]
- L'Organisation des industries aéronautiques [Sazman-e Sanay-e Havaï]
- Société d'approvisionnements et de maintenance d'hélicoptères d'Iran [ Sherkat-e poshtibani va Nosazi-e Balgardhay-e Iran]
- Société d'industries d'aviation d'Iran [Sherkat-e Sanay-e Havapeyma-sazi-e Iran]
- Société des industries aéronautiques Qods [Sherkat-e Sanay-e Havaï-e Qods]
- L'Organisation de services médicaux du personnel des forces armées

La liste suivante est celle des entreprises contrôlées par la Maison du Guide suprême [Beit-e Rahabari] en 14 catégories. Les informations utilisées pour la préparation de cette liste, sont extraites des rapports, bilans et des documents officiels publiés par ces mêmes ensembles. Bien qu'il s'agisse d'une longue liste vertigineuse en soi, de nombreuses sociétés, holdings et institutions financières contrôlées par la Maison Khamenei n'y figurent pas, faute d'informations.

## **1-Setâd-e Ejrayi-e farman-e Emam [la Centrale de l'exécution du commandement de l'Imam]**



« Setâd-e ejrayi » est le conglomérat le plus vaste et le plus lucratif sous le contrôle de Khamenei dont l'emprise effective sur l'économie iranienne s'étend bien au-delà de celle du Corps des gardiens de la révolution [Sepâh-e pasdaran]. Elle est également l'institution la plus envahissante du fameux « secteur public non-étatique »! en ce qui concerne l'accapuration des richesses et des biens du pays. A la différence des autres institutions ou fondations contrôlées par la Maison du Guide suprême, celle-ci étant soutenue directement et de manière quotidienne par la personne de Khamenei a pu prendre la possession des sociétés les plus importantes et les plus lucratives du pays.

Dans son enquête publiée le 11 novembre 2013, l'agence de presse Reuters estime la valeur des biens de « Setad » à plus de 95 milliards de dollars. La liste partielle des biens de ce conglomérat qui contient des entreprises ou biens non mentionnés dans l'enquête de Reuters, confirme que les richesses accumulées au sein de « Setad » vont bien au-delà de cette estimation.

Le « Setâd » est en effet la force motrice derrière la stratégie de « synergie » économique poursuivie par le Guide suprême.

Dans la définition de la mission de « Gorouh-e Toss'eye energie Tadbir » [Groupe du développement de l'énergie « Tadbir »] l'accent est mis sur « la création d'une entreprise internationale puissante dans le domaine du pétrole, du gaz, de pétrochimie et de la production d'énergie en prenant le contrôle des parts importantes dans la gestion des sociétés actives ou possédant des capacités potentielles dans ces domaines » [le quotidien Shargh du 16 avril 2013].

L'étude du domaine des activités du « Setâd » montre également que ce conglomérat est l'un des partenaires commerciaux iraniens les plus importants des entreprises occidentales. Dans les paragraphes qui suivent un nombre de contrats du secteur pharmaceutique du « Setâd » avec des sociétés françaises, américaines, britanniques, italiennes et suisses seront mentionnés à titre d'exemple.

Une centaine de personnes constituent la nouvelle structure de contrôle, de surveillance et de prises de décision sur les activités et le fonctionnement du « Setâd », toutes désignées personnellement par Khamenei. Parmi elles figurent des individus comme le mollah Nayeri (l'un des « juges » de la « Commission de la mort » responsable du massacre des prisonniers politiques en été 1988), Hossein Shari'atmadari, ancien agent d'interrogation, tortionnaire et représentant officiel du Guide au sein du quotidien « Keyhan », ainsi que Mohammadi-Golpayegani, directeur de son cabinet personnel.

En 2010, Khamenei a transféré au « Setâd » une partie des biens du Mausolée « Shah Abdol-Azim » d'un montant de plus d'un milliard de dollars pour renforcer sa trésorerie.

La liste partielle des sociétés et entreprises qui fonctionnent dans le cadre de ce conglomérat :

**«Gorouh-e Toss'eye energiy-e Tadbir »** [Groupe du développement de l'énergie « Tadbir »]  
. Ce groupe détient les sociétés holdings suivantes :

**-Société holding «Toss'eye energiy-e Tadbir »**

Cet ensemble est actif dans le domaine de l'exploration et la production du pétrole et du gaz, raffineries, pétrochimie et commerce. Selon certains rapports, le projet de la construction du gazoduc surnommé « gazoduc de la paix » vers le Pakistan dont le coût est estimé à 500 millions de dollars, a été confié à ce holding ; de même que le projet de la construction de la raffinerie « Hormoz » (80%) et le contrat du développement du champ pétrolifère Mansouri.

Ce holding comprend les sociétés suivantes :

- Naft-e Pars [société pétrolière Pars] (75,5% des parts)
  - Bazargani-ye Naft-e Pars [société du commerce pétrolier Pars] (100%)
  - Haffari-ye Chomâl [société de forage Chomâl] (10%)
  - Naft-o-Gaz-e Pershiya [société de Pétrole et Gaz Persia] (100%)
- Le premier contrat obtenu par cette société concerne le développement du « champ pétrolifère Yârân » d'une valeur de 600 millions de dollars
- Chimiyayi-e Modiran-e Chimi [société de la chimie Modiran] (100%)
  - Pâlâyech-e Naft-e Hormoz [société de raffinerie pétrolière Hormoz] (80%)
  - Petrochimi-ye Ghaed Bassir [société pétrochimique Ghaed Bassir] (80%)
  - Haffari-ye Tadbir [société de forage Tadbir] (100%)
  - Rey Nirou [société de l'énergie Rey] (100%)

**Société holding « Gostarech-e elektronik-e Mobine Iran »** [société de développement électronique Mobine Iran]

- Mokhaberât [télécommunications] (19%)
  - Cherkat-e Tos'eye Etemâd-e Mobine [société de développement Etemâd-e Mobine]
  - Talia (opérateur de téléphonie mobile) partiellement acquise en 2012 par la société Mobine Iran
  - Ertebâtât-e Djâme'eye Mobine [société de communications Mobine]
  - Mobine One
  - Cherkat-e Ertebâtât-e Sayyâr [société de communications mobiles]
- Cette société est le premier fournisseur de services de téléphonie mobile partiellement contrôlée par la société coopérative de Sepâh [Corps des gardiens de la révolution]

-Société holding « Tose'eye San'at va Ma'adan-e Tadbir » [Développement de l'industrie et des mines Tadbir]

- Société holding « Dârouï-ye Barekat »  
Celle-ci détient 60,6% des parts du groupe d'investissement Alborz, le deuxième grand holding pharmaceutique du pays, et comprend les entreprises suivantes :
- Société de médicaments « Alborz-Dârou »
  - Société pharmaceutique Sobhân-Dârou (produit notamment des médicaments sous forme de cachets ou gélules).
  - Société Iran-Dârou
  - Société de production pharmaceutique « Tolid-Dârou »
  - Société « Sobhân-oncologie ». Elle produit des paclitaxels (anticancéreux) sous licence de la suisse Stragen Pharma
  - Société K.B.C (importation de médicaments).
  - Cherkat-e Pakhch-e Alborz [société de distribution de médicaments Alborz]
  - Cherkat-e Sarmaye-gozâri-ye E'etelâ Alborz [société d'investissement E'etelâ Alborz]
  - Société Alborz Bâlak : elle produit des matières premières pharmaceutiques ;
  - Dârou-sazi Fârâbi [société de production de médicaments Fârâbi] (17%)
  - Dârou-sazi Râzak [société de production de médicaments Râzak]
  - Société Âti-pharmed (51%)
  - Société Biosan (20%)
  - Société Alborz-Zagros
  - Société holding «Gorouh-e mochâverân-e modiriyat va motâl'ât-e râhbordi-e Tadbir» [Groupe de consultants d'études de gestion et de la stratégie Tadbir]
  - Société holding « Gorouh-e Tos'eye Sakhtemân-e Tadbir » [Groupe de développement de construction/BTP] : contrôle des sociétés actives dans les projets de construction de

logements, centre commerciaux, bureaux et complexes touristiques ; détient les parts de quatre grandes entreprises BTP

**Sâzemân-e amvâl va amlâk-e Setâd-e Ejraï** [L'Organisation de propriétés et de biens immobiliers de Setâd-e Ejraï]. Cette instance a pris la possession de nombreux biens immobiliers, terrains, propriétés privées, maisons, monuments historiques et culturels et d'autres biens surtout au cours de la dernière décennie

### **Le marché financier**

-Société d'assurance Mellat (15%)

-Banque Kâr-âfarin (11%)

-Banque Parsian (16%) : la société « Iran-Khodro » (constructeur d'automobiles) qui appartient en partie au « Setâd », est l'actionnaire principal de cette banque

-société holding « Cherkat-e Sarmay-e-gozari Tadbir » [société d'investissement Tadbir] est active dans les domaines de la bourse, trading financier (opérations de marché) et des valeurs notamment à travers de six grandes sociétés qu'elle contrôle

### **Autres activités**

-Iran-Khodro [constructeur d'automobiles] (5%)

-Société d'investissement Rey

-Société Mobine Iran

-Société d'investissement Moddaber

-Fondation Barekat qui se présente comme une association charitable non-lucrative, mais qui sert dans les faits de couverture légale pour les activités très lucratives de « Setâd »...

## **2-Bonyâd-e Mostaz'afân [Fondation des déshérités]**

La surveillance de la gestion de cette fondation est assurée par Khamenei personnellement qui désigne son président.

Mohsen Rafighdoust, ancien directeur de cette fondation affirmait en 1997 que celle-ci comprenait près de 400 entreprises commerciales et produisait 28% du textile, 22% du ciment, près de 45% de boissons non-alcoolisées, 28% du pneumatique et 25% du sucre consommé dans le pays.

Liste partielle des plus importantes entreprises contrôlées par cette fondation :

### **Holdings**

-Gostarech-e Kechâvarziye Peyvand Ferdos-Pars (société de développement agricole Ferdos-Pars] comprenant les entités suivantes :

« Kechâvarziye Sirdjân Bonyâd » [Fondation agricole de Sirdjân],

« Bâghdâri va Zera'at-e Machhad » [Etablissement d'horticulture et d'agriculture de (la ville de) Machhad]

« Kechâvarzi va Bghdâri Fajr-e Sâri » [Etablissement d'agriculture et d'horticulture Fajr-e Sâri]

« Zerâiiy-e Dacht-e Nâz Sâri » [Etablissement agricole de Dacht-e Nâz, ville de Sâri]

« Bazr va Nahâl-Sina » [Sinaseed Company]

« Kechâvarziye Ebrahim-Abâd » [Etablissement agricole d'Ebrahim-Abâd]

« Kechavarzi va Baghdari Ferdows Téhéran » [Agriculture et Jardinage Ferdowsi de Téhéran]

« Kecht-o-San'at Khavaran » (culture et industrie Khavaran)

« Kecht-o-San'at Nemat » (culture et industrie Nemat)

« Kechâvarziye Fajreh Esfahan » (Agriculture Fajr d'Ispahan)

« Kecht-o-San'at Goltchehmeh » (Culture et industrie Goltchehmeh)

« Kechavarzi va Damparvari Ran Behchahr » (Agriculture et élevage Ran Behchahr)

« Kecht-o-San'at Moha'ia » (Agriculture et élevage Moha'ia)

« Gostarech-e Sanây'e Ma'adani Kaveh-Pars » [société de développement des industries minières Kaveh-Pars]

« Cherkateh Sarmayegozari va Damparvari Chir-o-Goucht Pars (Société Pars d'investissement, d'élevage et de production de lait et de viande) ce consortium comprend la société Megsal d'agriculture et élevage, la société d'élevage Taliseh Nemouneh, la société Taliseh Nemouneh, société d'agriculture et élevage Yassouj, société Mehdacht-é-Sari de production de lait et de viande, société de culture et industrie Dachteh Azrnégueine, société d'agriculture et élevage Binaloud-é-Neichabour, société d'agriculture et élevage Dachteh Novineh Malayer, société d'agriculture et élevage Neguin-fam Khoustan, société Danehchin Arak, société de production de lait élevage Kangavar, société de production de lait et de viande Zagros Chahre Kord, société dKhar-modéré de culture et d'industrie)

« Khadamât-e Mohandesi va Chahrsazi Alavi » [société de services d'ingénierie et d'urbanisme Alavi]

« Gostarech-e Paya San'at-e Sina » [société de développement industriel Sina]

« Sanay'e Mâdar-e Takhassosi Enerji-gostar Sina » [Société mère des industries spécialisées dans le développement énergétique Sina]. Ce consortium comprend : société de production de volailles d'Oroumieh, société d'industrie alimentaire Mehchahr, société Pakdis, société Behnouch Iran, société Dough Abali, société Kouhrang, société Galou-Kouzan, société Gouchtiran, société de produits laitier et pasteurisées Pak)

« Sanây'e Bargh va enerjiye Saba » [Industries de production d'électricité et de l'énergie Saba]

« Sanây-e Mâdare Takhassosi Pâyâ Sâmân-Pars » [Industries mère spécialisée Pâyâ Sâmân-Pars]

« Takhassosi Siâhati va Marâkez-e Tafrihi Parsian » [société spécialisée dans le tourisme et de centres de loisirs Parsian]

« Fan-âvari va Ertebâtat-e Sina » [société de technologie de communications Sina]

« Takhassosi Gostarech-e Sanây'e Ghazâiye Sina » [société spécialisée de développement des industries alimentaires Sina]

### **Instituts culturels**

-Mo'assesseye Farhanguiye Mouzehaye Bonyâd [Institut culturel de musées Bonyâd]

-Mo'assesseye Tahghigh va Tosse'ye Novin-e Danechmand [Institut de recherches et du développement moderne Danechmand]

-Mo'assesseye Motâleât-e Târikh-e Mo'âsser-e Iran [Institut d'études de l'Histoire contemporaine de l'Iran]

-Mo'assesseye Sinemâyi Nour-e Tâbân [Institut cinématographique Nour-e Tâbân]

### **Autres entreprises importantes**

-Kecht va San'at-e Chahid-Mottahari [Industries agro-alimentaires Chahid-Mottahari]

-Azâd-râh-e Tehran-Chomâl [société d'autoroutes Téhéran-Nord]

-Simân-e Tehran [Ciment de Téhéran]

- Naft Behran (société pétrolière Behran)

- Boniad Alavi (Boniad Alavi)

### **Marché financier**

-Banque Sina [270 agences réparties sur tout le territoire]

-Mo'assesseye Mâli va Etebâriye Ayandeh [Etablissement financier et de crédit Ayandeh]

- Cherkateh Madar takhasosi mali va sarmaye-gozari Sina (Société mère spécialisée dans le financement et l'investissement Sina)

## **3- Astan-e Qods-e Razavi [Fondation du Mausolée d'Imam Reza]**

La Fondation « Astân-e Qods-e Razavi » (AQR) a été décrite comme une entreprise titanesque incontrôlable dans l'économie et la politique iranienne, la plus grande institution patronale et le plus grand employeur dans la grande province du nord-est Khorâssan (chef-lieu : la ville sainte de Mechhed).

Cette fondation détient plus de 50% des parts de 58 sociétés et entreprises et un rôle important dans le contrôle de 31 autres. Celles-ci sont actives dans les domaines comme la bourse, finances, hôpitaux, médias, imprimeries, ainsi que l'élevage, services informatiques, construction d'automobiles, ...

Selon les informations diffusées par les sites Internet de l'organisation économique et commerciale de l'AQR, elle assure 10% de la production du sucre, 11% des pierres décoratives, 3,7% d'autobus urbains et d'entre villes et 18% de la production industrielle de pain dans le pays.

L'ensemble des entreprises liées à l'AQR commercialisent chaque année 73000 tonnes du lait, 300 tonnes de la viande rouge, 1000 tonnes de volailles, 100000 tonnes de produits agricoles, 10 millions mètres carrés de tissu, 6000 mètres carrés de tapis faits main et assurent la mise en chantier de plus de 136 projets de ménagement et du développement du territoire et des travaux de voirie et de l'urbanisme.

L'AQR est également propriétaire de vastes terres agricoles de la région du nord-est de l'Iran, estimée à plus de 400000 hectares d'une valeur de plus de 20 milliards de dollars. De plus, elle est propriétaire de 43,5% des terrains urbains à Mechhed, le chef-lieu de la province. Elle contrôle des fondations religieuses (waqf) dans 14 provinces (départements) du pays et des bureaux et agences immobilières dans une vingtaine de villes et compte plus de 300000 locataires.

Cette fondation a été également impliquée dans la construction de pont et de chaussées en Syrie dans le cadre de la politique de l'exportation de son idéologie intégriste vers l'extérieur. En 2016, des discussions étaient en cours entre les pasdaran et cette fondation pour consacrer au moins vingt pourcent des revenus annuels de l'AQR pour financer les Gardiens de la révolution.

### **Liste partielle des holdings, sociétés et entreprises contrôlées par Astan-e Qods Razavi :**

#### **Holdings**

##### **Secteur construction et développement urbain**

-Cherkat-e Sakhtemâniye Beton va Mâchin-e Qods Razavi [société de construction du béton et de la machinerie Qods Razavi]

-Cherkat-e Maskan va Omran-e Qods Razavi [société de construction de logements et d'habitations Qods Razavi]

-Cherkat-e Mohandesân-e Mochâver va Chahrsaziye Astân-e Qods Razavi [société d'ingénieurs consultants et de l'urbanisme AQR]

-Cherkat-e Mohandesiye Âb va Khâk-e Qods Razavi [société d'ingénierie des eaux et du sol AQR]

-Cherkat-e Kârkhânejat-e Banâye Sabok Qods Razavi [société de fabrique de constructions légères AQR]

### **Holdings, secteur automobile**

-Cherkat-e Chahâb-Khodro [société Chahâb-Khodro]

-Cherkat-e Chahâb-Bâr [société de véhicules de transport Chahâb]

-Kombayne-Sazi [constructions de moissonneuses-batteuses (combine harvesters)]

### **Holdings, secteur alimentation**

-Cherkat-e Ârd-e Qods Razavi [société de la farine QR]

-Cherkat-e Khamir-Mâye QR [société de production de pâte et levure QR]

-Cherkat-e Farâvardeh-hâye Ghazâyi Razavi [société de produits alimentaires Razavi]

-Cherkat-e Farâvardeh-hâye Labaniye Razavi [société de produits laitiers Razavi]

-Cherkat-e Nân-e Qods Razavi [société de production du pain QR]

### **Holding, secteur sucre**

-Cherkat-e Ghand-e Âbkouh [société de production du sucre Âbkouh]

-Cherkat-e Ghand-e Torbat-e Heydariyeh [société de production du sucre Torbat-e Heydariyeh]

-Cherkat-e Ghand-e Tchenârân [société de production du sucre Tchenârân]

### **Holding, secteur agricole**

-Cherkat-e Kechâvarziye Razavi [société agricole Razavi]

-Cherkat-e Kechâvarzi va Moghoufât-e Tchenârân [société agricole et de dotations religieuses Tchenârân]

-Cherkat-e Kecht va San'at-e Esfarâyen [société agroindustrielle d'Esfarâyen]

-Cherkat-e Kecht va San'at-e Anâbad [société agroindustrielle d'Anâbad]

-Cherkat-e Kecht va San'at-e Sarakhs [société agroindustrielle de Sarakhs]

-Mo'assesseye Bâghât-e Âstân-e Qods Razavi [Entreprise des vergers d'AQR]

-Mo'assesseye Kecht va San'at-e Mazra'eye Nemouneh [Entreprise agroindustrielle Mazra'eye Nemouneh]

-Mo'assesseye Moghoufât va Kechâvarziye Djonoub-e Khorâssân [Entreprise agricole et de dotations religieuses de Khorâssân du sud]

-Mo'assesseye Moghoufât va Kechâvarziye Semnân [Entreprise agricole et de dotations religieuses de Semnân]

### **Holding, secteur textile**

-Cherkat-e Tahiyeh va Tolid-e Farch-e Âstân-e Qods Razavi [société de production de tapis d'AQR]

-Cherkat-e Nakhrissi va Nassâdjiye Khosravi [société de tissage et de textile Khosravi]

### **Holding, secteur pharmaceutique**

-Dârou-sâzi Sâmen [société de production de médicaments Sâmen]

### **Holding, finance**

-Mo'assesseye Etebâriye Razavi [société de crédits Razavi]

-Cherkat-e Kârgozâri Razavi [société de trading Razavi]

### **Autres**

-Cherkat-e Naft va Gâz-e Razavi [société pétrole et gaz Razavi]

-Cherkat-e Sanây'e Tchoub-e Âstân-e Qods Razavi [société de fabriques et d'industries du bois d'AQR]

-Cherkat-e Ma'âden-e Qods Razavi [société des mines d'AQR]

-Mo'assesseye Mantagheye Vijeye Eghtessâdi Sarakhs [Etablissement de la zone économique spéciale (franche) Sarakhs]

-Mo'assesseye Dâmparvariye San'atiye Qods Razavi [Etablissement d'élevage industriel bovin d'AQR] (plus de 13000 têtes de bétail)

-Dânechgâhe Oloum-e Eslami Razavi [Université des sciences islamiques Razavi]

-Dânechgâh-e Emâm Reza [Université Imam Reza]

## **4-Bonyâd-e Chahid [Fondation de martyrs]**

Cette fondation a été créée en 1979 à l'initiative de Khomeiny. Après le déclenchement de la guerre Iran-Irak (1980-1988), ses activités se sont développées pour venir en aide aux victimes de la guerre. Cependant, comme toutes les autres institutions similaires, à partir des années 1990 cette fondation a été placée sous le contrôle direct du Guide suprême, s'accaparant de nombreux sociétés financières, commerciales et de production et a accumulé d'immenses richesses. Elle bénéficie cependant d'un budget annuel du gouvernement. Le dirigeant de cette fondation est un représentant du Guide suprême.



### **Liste partielle des entreprises sous le contrôle de cette fondation :**

- Cherkat-e Sarmayegozâriye Zakhireye Châhed [société d'investissement de réserve Châhed]  
Elle possède une dizaine de sociétés actives dans la construction, l'énergie, le commerce et le maintien des aéroports. (cette société a été créée en 1984 avec le financement personnel de Khomeini à la hauteur de 100 millions rials/500000 dollars)
- Cherkat-e Gostarech-e Sanâye va Khadamât-e Kechâvarzi [société de développement industriel et de services agricoles] (basée à Zandjân)
- Dânechgâhe Châhed [Université Châhed]
- Markaz-e Djâm'e Elmi Kârbordiye Emam Khomeini [Centre universitaire des sciences appliquées Imam Khomeini]
- Sandough-e Gharz-ol-hassaneh Châhed [Fond de crédits sans intérêts Châhed]

### **Banque Dey (47 agences)**

Cette banque est propriétaire d'au moins 13 sociétés :

La valeur des actifs de Banque Dey a été estimée à plus de 11000 milliards de tomans selon le rapport du bilan établi fin de l'année 1393 (mars 2015)

- Cherkat-e Toss'eye Didâr [société de développement Didâr]
- Cherkat-e Tedjârat-e elektronik-e Dey [société commerciale électronique Dey]
- Cherkat-e Âtiyeh-sâzân Dey [société Âtiyeh-sâzân Dey]
- Cherkat-e Kârgozâriye Banque Dey [société de transactions bancaires Dey]
- Cherkat-e Bimeye Dey [société d'assurances Dey]
- Cherkat-e lizing-e Dey [société de Leasing Dey]
- Cherkat-e Sarmâyegozâriye Bou-Ali [société d'investissements Bou-Ali]
- Cherkat-e Tedjârat-Gostare Fardâd [société de développement du commerce Fardâd]
- Cherkat-e Sarrâfiye Dey [Société de Change Dey]
- Sandough-e Sarmâyegozâriye Banque Dey [Fond d'investissements de la Banque Dey]
- Cherkat-e Ro'yayeh Rouz-e Kish [société Ro'yayeh Rouz-e Kish]
- Cherkat-e Omrân-e Maskan-e Âbâdi [société de développement du logement Âbâdi]
- Cherkat-e khadamât-e mâliye Dey Iraniân [société de services financiers Dey Iraniân]

### **5-Komiteh Emdâd**

Le « Komiteh Emdâd-e Emam » [le Comité de secours d'Imam] fut créé le 5 mars 1979, avec pour objectif d'apporter de l'aide aux plus démunis, aux déshérités et de les soutenir pour se débarrasser de l'assistanat.

Bien que bénéficiaire d'un budget annuel considérable alloué par l'Etat, celui-ci est également impliqué dans diverses activités commerciales et financières très lucratives. L'objectif déclaré

et la couverture légale du « Komiteh Emdâd » le présente comme une organisation charitable au service des plus démunis, mais d'après de nombreux rapports publiés dans la presse gouvernementale, cette institution fait partie de la machine de l'exportation de l'idéologie fondamentaliste et du terrorisme du régime.

Sur le site du comité de secours d'Imam il est souligné que ce comité a des bureaux en Irak, au Liban, en Azerbaïdjan, en Syrie, au Tadjikistan, en Afghanistan et au Comores. Les médias du régime ont rapporté : « selon les chiffres officiels, le Comité de secours à des représentations officielles dans une soixantaine de pays, et selon les affirmations de l'ancien directeur de ce comité, celui-ci aurait constitué des cellules populaires dans une trentaine de pays dans le monde. En tout, quelque 34 219 personnes au Liban, en Syrie, en Afghanistan, en Irak et au Comores ont été couvert par le comité de secours iranien (...) L'Afghanistan, avec 13 200 personnes, a le plus grand nombre de bénéficiaires de ce comité. L'Irak, avec 12 700 personnes est en deuxième place » (le site 55online, le 22 avril 2015).

Une partie de ces bénéficiaires sont ceux-là mêmes qui après avoir suivi les formations nécessaires par la force Qods des gardiens de la révolution, sont envoyés en Syrie pour combattre aux côtés du dictateur syrien. De nombreux rapports ont été publiés concernant la nature des activités de comité de secours dans les pays de la région, de la promotion de l'intégrisme. Le 8 juillet 2016 le ministère de la justice du Tadjikistan a demandé à un tribunal de ce pays de suspendre les activités du Comité de secours. D'autres informations, provenant de sources à l'intérieur du régime iranien, indiquent que le comité de secours verse des allocations mensuelles aux familles de quelque 5000 éléments du régime d'Assad tués ces dernières années.

### **Liste partielle des sociétés et entreprises contrôlée par le « Komiteh Emdâd » :**

#### **Holding, secteur bâtiment**

- Cherkat-e Omrân-Gostar-e Bassir [société de projets de développement Bassir]
- Cherkat-e Kecht va San'at-e Bahar Rafsandjân [société agroindustrielle Bahar] (basée à Rafsandjân)
- Cherkat-e Kechâvarziye Sabzdacht-e Fars [société agricole Sabzdacht-e Fars]
- Cherkat-e Kecht va San'at-e Fath va Nasr Kerman [société agroindustrielle Fath va Nasr] (basée à Kerman)
- Cherkat-e Kecht va Dâm-e Emdâd-e Esfahan [société agricole et d'élevage Emdâd d'Ispahan]
- Cherkat-e Kecht va San'at-e Zarrin-Khoucheh Arâk [société agroindustrielle Zarrin-Khoucheh Arâk]

- Cherkat-e Kecht va San'at-e Rezvân Emdâd Golestân [société agroindustrielle Rezvân Emdâd] (basée à Golestân)
- Cherkat-e Kechâvarzi va dâmparvariye Bazouye Kechâvarz [société agricole et d'élevage Bazouye Kechâvarz] (basée à Kermanschah)
- Cherkat-e Kecht va San'at-e Emdâd Sabz Hegmatâneh [société agroindustrielle Emdâd Sabz] (basée à Hamadân)
- Cherkat-e Kecht va San'at-e Djolgueye Sabz Emdâd [société agroindustrielle Djolgueye Sabz Emdâd]
- Cherkat-e Kecht va San'at-e Missagh-e Emdâd [société agroindustrielle Missagh-e Emdâd]
- Cherkat-e Bahâran-e Behecht-e Alborz (agroalimentaire) [société Bahâran-e Behecht-e Alborz]
- Cherkat-e Kecht va San'at-e Nâr-Mehrîz Yazd [société agroindustrielle Nâr-Mehrîz] (basée à Yazd)
- Cherkat-e Kecht va San'at-e Sepâhân Goldacht-e Emdâd [société agroindustrielle Goldacht-e Emdâd] (basée à Ispahan)

#### **Holding, secteur mines et industries minières**

- Cherkat-e Ta'âvoniye Ma'daniye Emdâd [société coopérative de mines Emdâd]
- Cherkat-e Ma'dan Farâvar Emdâd (société de traitement minier Emdâd)

#### **- Le marché des cours**

1200 agences de change (sandoghé gharz-ol-hassaneh)

#### **-Gestion de terres et terrains**

Une partie des terres confisquées par le Komiteh Emdâd dans certaines provinces du pays :

Province de Guilân : 155 hectares

Golestân : 158 hectares

Mâzandarân : 275 hectares

Hormozgân : 39 hectares

Kermân : 2145 hectares

Yazd : 105 hectares

Markazi (centre) : 139 hectares

Le « Komiteh Emdâd » est également propriétaire de vaste terres agricole et terrains urbains dans les provinces de Téhéran, Esfahân (Ispahan), Hamadân, Semnan, Alborz, Khorâssân,

Qazvin, Ilam, Kermânchâh, Azarbaïdjân, Lorestân, Tchahâr-Mahâl Bakhtiari et Ardebil, mais les chiffres exacts en sont indisponibles.

## **6- Bonyâd-e T'âvoniyè Sepâh**

### **[Fondation coopérative du Corps des gardiens de la révolution]**

Cette fondation est considérée comme l'institution financière la plus puissante du pays.

L'article 4 des statuts de cette entité « coopérative » précise : « Le capital initial de la Fondation au moment de sa création est de 10 millions rials offerts par le Guide suprême ».

Selon l'article 23 des statuts, « Tous les capitaux, fonds et biens de la Fondation appartiennent au Guide suprême. En cas de dissolution ou cessation d'activités, après liquidation, tous les biens et propriétés de la Fondation seront mis à la disposition du Guide ».

Cette fondation est l'une des cinq plus grands holdings financiers du pays.

Liste partielle des sociétés et groupes commerciaux ou financiers sous le contrôle de cette fondation :

#### **1) Groupe Bahman [constructeur automobile]**

Une partie importante de ce groupe (45%) appartient au coopératif « Sepâh » et une autre partie est détenue par la société d'investissements « Ghadir ».

Cet ensemble comprend les sociétés et entreprises suivantes :

##### **A) Groupe Saipa**

Deuxième constructeur d'automobiles en Iran, il est totalement contrôlé par le Sepâh des pasdarans qui en est le bénéficiaire principal, même si ce dernier ne détient officiellement que 17% des parts. Le Groupe Saipa est propriétaire des sociétés suivantes :

-Pars Khodro

-Zamyad

-Saipa Diesel

-Iran Kaveh (diesel)

-Saipa Azin

-Saipa Chicheh

-Radiateurs Iran

-Saipa Press

-Saipa Piston

-Pouya San'at

-Nirou-sâz-e Arâk

-Leasing Râyân Saipa

- Bimeh Mellat [Assurances auto]
- Khadamât-e Bimeye Sâyân [Services d'assurances Sâyân]
- Cherkat-e Sarmâyegozâriye Kârkônân-e Saipa [société d'investissements des employés de Saipa]
- Sarmâyegozâriye Rena [société d'investissements Rena]
- Société d'investissements Saipa
- Cherkat-e Toss'eye Sarmâye Rasa [société de développement d'investissements Rasa]
- Haml-o-Naghl-e Saipa [société de transports Saipa]
- Cherkat-e Mohandessi va Mochâvereye Sazeh-gostar-e Saipa [société d'ingénierie et de conseils pour le développement de structures Saipa]
- Cherkat-e Toss'eye Sâderât-e San'ati [société de développement d'exportations industrielles]
- Saipa Tours
- Cherkat-e Sâkhtemaniye Dehkadeye Pâsârgâd [société de construction de villages Pâsârgâd]
- Cherkat-e Farhangi-Varzechiye Saipa [société culturelle-sportive Saipa]

B) Cherkat-e sarmâyegozariye Melli Iran [société nationale iranienne d'investissements]

C)Cherkat-e Sarmâyegozariye Bahman [société d'investissements Bahman]

D)Société Bahman Leasing

E)société Bahman Diesel [cette société fabrique des camions japonais Isuzu]

F)Sarmâyegozâriye Etebâr-e Iran [société d'investissements et de crédits Iran] (79%)

G)Cherkat-e Kârgozâriye Bahman [société de courtage Bahman]

H)Cherkat-e Sarmâyegozariye Tosse'eye Etemâd [société d'investissements de développement Etemâd]

**2) Mo'assesseye Mâli va Etebâriye** (Etablissements de finances et de crédits Sâmen-ol-A'emmeh) [connus également sous l'appellation « T'âvonyie Etebâr-e Sâmen-ol-A'emmeh (Coopératif de crédits Samen-ol-A'emmeh) ] :

- L'établissement financier Samen

- établissement financier et de crédit Samen-ol-A'emmeh

Cet établissement compte 500 agences à travers le pays. A la fin de 2009, à lui seul, celui-ci avait accordé plus de 43000 milliards de tomans de crédits ou facilités bancaires aux demandeurs.

### **3) Sociétés d'investissements**

-Cherkat-e Sarmâyegozâriye San'atiye Behchahr [société d'investissements industriels Behchahr] (16%)

- Cherkat-e Sarmâyegozâriye Neguine-Khâtam-e Iraniân [société d'investissements Neguine-Khâtam-e Iraniân] (Elle est l'une des actionnaires de la Banque Ansâr]
- Sarmâyegozâriye Sâmân-e Majd [société d'investissements Sâmân-e Majd] (contrôlée par l'Etablissement de crédits Sâmân-ol-A'emmeh)
- Cherkat-e Sarmâyegozâriye Eyâk [société d'investissements Eyâk]

#### **4) Banque Ansâr**

Avec plus de 600 agence à travers l'Iran, celle-ci est le quatrième établissement bancaire du pays et compte plusieurs holdings et sociétés :

##### **A) Holding d'investissements Iraniân-Atlas**

Actif dans les domaines de construction, bâtiment et services, celui-ci comprend les entreprises suivantes :

- Société Setâreh Atlas Pars
- Société Bâgh-e Ferdos-e Iraniân
- Société Setâreh Ârmân-e Tous
- Cherkat-e Tarh va Toss'eye Aria-Omrân-Pars [société de plans de développement Aria-Omrân-Pars] (33%)
- Cherkat-e Banâ-gostarân-e Hachtom-e Tous [société de promoteurs immobiliers Aria-Omrân-Pars] (30%)
- Société Pardis-Atlas-Pars (50%)
- Cherkat-e Mohandessin-e Mochâver-e Tarh va Andicheye Chiva-Atlas [société de conseils en ingénierie Tarh va Andicheye Chiva-Atlas]
- Société Omrân-Atlas-Iraniân
- Cherkat-e Sarmâyegozâriye va Toss'eye Chahri Tous-Gostar[société d'investissements et du développement urbain Tous-Gostar]
- Cherkat-e Chahrsâzi va Khâneh-sâzi Bâghmicheh[société d'urbanisme et de construction de logements Bâghmicheh]
- Cherkat-e Bâzargâni va San'atiye Iran-Atlas-Kish [société commerciale et industrielle Iran-Atlas-Kish]

##### **B) Cherkat-e Sâmâneh Elektronik-e Ansâr[Samane Electronic Ansar Co.]**

- C)Iranian Strategy Intellectronics System Co. [SAHRA]
- D)Société Novin-Padideh Ansâr [Ansar Novin-Padideh Company]
- E)Ansar Bank E.C Holdings Company
- F)Danayan-Pars Investment Company

G) Iranian Atlas Company/Atlas Trading Center [Groupe de sociétés d'investissements dans la construction]

H) Fanâvarân-e Hafiz Sâmâneh [société technologique de protection de systèmes Hafiz Sâmâneh]

I) Société de changes Ansâr

## **5) Industries**

- Société pétrochimique de Kerman (25%)
- Kermanshah Petrochemical Industries Company (K.P.I.C)
- L'acier de Zagros
- Industrie minière Chahab-sang
- Industrie de soudures Iran
- Industrie de construction de chapiteaux
- Société de communication et d'électronique Modj Nassir Gostar
- Société de métallurgie de zinc Ispahan
- L'ingénierie Ofogh Tosse'é Saberin
- Société des industries Arzech Afarinan
- Société de tissage de laine Bahar'izad
- L'ingénierie Amadeh Behineh'saz
- Société commerciale et industrielle Iran Atlas Kish
- La pharmaceutique Sina

## **6) Communications**

- Iran-Mobin electronics development Company (parmi ses actionnaires principales : Fondation des déséhérités, Sina financial & investment holding Co., société d'investissements Kowsar-Bahman, société des industries de composants électroniques d'Iran-Sagha)

- Société Talia (opérateur de la téléphonie mobile partiellement achetée en 2012)

- Société de communications et de l'électronique Modj-Nasr-Gostar

- Consortium Etemâd Mobin

Ce consortium a acheté 51% des parts de la société iranienne de télécommunication (Telecommunications Company of Iran) en octobre 2009 et comprend trois sociétés : Iran Mobin Electronics Development Company, Shahryar-Mahestan Company appartenant à la Fondation coopérative de Sepâh (IRGC Cooperative Foundation) et la société de développement d'investissements Etemâd (Etemad Development Fund Trust) appartenant au « Setâd-e Ejraï Farman-e Emam »

-Cherkat-e Ertebâtât-e Sayyâr [Mobile Communication Company of Iran(MCI)] (opérateur de la téléphonie mobile, connu aussi comme Hamrâh-e Aval) :

une partie de cette société est la propriété de « Setâd-e Ejraï ».

Ses autres actionnaires principales : société Mokhâberat [Telecommunications Company of Iran] ; Société Shahryar-Mahestan ; Société Mehr-Mobin ; Mobin Electronics Development Company ; Mobin Global Communications Development Company [Mobinco].

Selon Massoud Mehrdâdi, l'un des responsables principaux des activités commerciales et financières du Corps des pasdarans [Sepâh], la MCI a enregistré 8000 milliards de tomans de recettes de ventes de cartes SIM, la recharge téléphonique, etc.

-Iracell Company (cartes SIM)

Ses deux actionnaires sont : le Sud-africain MTN Group (49%) et Electronics Development Company of Iran (51%)

## **7) Entreprises agroalimentaires**

-Cherkat-e Sanây'e Chadâb- Khorassan [société des industries alimentaires Châdâb-e Khorâssân]

-Cherkat-e Ghazâyie Mâ'edeh [société de produits alimentaires Mâ'edeh]

-Cherkat-e Kecht-o-San'at-e Châdâb Khorâssân [société agroindustrielle Châdâb Khorâssân]

-Cherkat-e Mavâd-e Ghazâiye Khamirmâyeh Tchahârmahâl va Bakhtiâri [société de produits alimentaires (pâtes et levure) Tchahârmahâl va Bakhtiâri]

## **8) Construcion de logements**

-Cherkat-e Mohandessiye Mochâver-e Sâzeh-hayeh Pichsâkhteh Sabok [société de conseils en ingénierie de structures préfabriquées légères (Sabok)]

-Cherkat-e Djihad-e Khâneh-sâzi [société du djihad de construction de logements (agences dans 20 provinces du pays)]

-Cherkat-e Modjtam'eh Khâneh-sâzi Sepâhân [société de construction de complexes résidentiels Sepâhân]

-Cherkat-e Modjtam'eh Khâneh-sâzi Razmandeh [société de construction de complexes résidentiels pour les combattants]

## **9) Groupe commercial et service**

- aviation Pars

- société pétrolière de gaz Paseh Jonoubi

- société de service et de conseil Rahianeh Kamil



- société de services aériens Pars
- L'entreprise Bahrestan Kish
- institut culturel et de services Samen-ol-A'émeh
- Société Alaleh Kaboud Kavir
- Société Andicheh et Omran Mohit
- Société Baharan
- Navid Bahman
- l'institut Kossaran
- l'institut Missagh Bassirat
- Société Asreh Bahman
- Société Negar Nasr Sahami Khas

### **10) Groupe financier Pâsârgâd**

Pâsârgâd Financial Group comprend notamment la Banque Pâsârgâd et un ensemble de sociétés actives dans les domaines des technologies informatiques et de communication, services électroniques, assurance, réassurance, courtage (bourse), leasing d'équipements, leasing d'équipements de construction, BTP, mines, énergie et services divers.

Banque Pâsârgâd est une entreprise financière contrôlée par le Sepâh [Corps des gardiens de la révolution/Pasdarans]. L'essentiel de ses actions appartient au holding Pars-Âriân dont les actionnaires principales sont : la Société d'investissements Saipa, Société d'investissements Ghadir et Fond de retraites des industries sidérurgiques [Sandough-e Bâznehastegiye Sanây'e Foulad].

Frappées d'énormes contraintes par les sanctions financières et bancaires internationales imposées en raison de la poursuite du programme nucléaire militaire de Téhéran avant que le Guide suprême ne recule sur ce dossier (l'accord du 14 juillet 2015 à Vienne), les responsables de la Banque Pâsârgâd ont fait tous les efforts imaginables pour dissimuler leurs liens avec le Sepâh Pasdarans (en charge du nucléaire militaire), mais de nombreuses indices montre l'ampleur du rôle de cette banque au sein de l'empire économique du Sepâh.

Société d'investissements Sâmân-e-Madjd, dépendant des Etablissements financiers et de crédits Sâmén-ol-A'émeh en est l'un des actionnaires principaux et fait partie de la Fondation coopérative du Sepâh-e Pasdarans.

En juillet 2016, un scandale a éclaté au grand jour avec l'existence révélée par les médias iraniens ~~ont~~ de réseaux bancaires dans toutes les prisons du pays, extorquant l'argent des détenus. Ce réseau fait partie de la banque Pasargad. (Quotidien Ghanoun, le 12 juillet 2016). Le 14 juin 2016 Pasargad a publié un communiqué pour démentir ces opérations illicites dans

les prisons iraniennes, tout en admettant l'existence de son réseau bancaire dans les prisons iraniennes : « Dans le but d'accomplir ses responsabilités vis-à-vis de la société, Pasargad a accepté cette lourde responsabilité, et vu les investissements importants pour la mise en place de ce service dans les centres de détention du pays, elle n'a jamais cherché à réaliser de profits par ce biais ». (Le quotidien Asreh Bank, le 14 juin 2016)

**Outre la Banque Pâsârgâd, ce groupe contrôle les holdings et sociétés suivants :**

- Middle East Mines & Mineral Industries Development Holding Company (MIDHCO), SA.
- Cherkat-e Fanâvari Ettellâat va Ertebâtât Pâsârgâd Aryan/FANAP [société des technologies informatiques et de communications Pâsârgâd Aryan(FANAP)]
- Pasargad Insurance Company, SA(PIC)
- Cherkat-e Bimeye Ettekaï Irâniân, SA. [Iranian Reinsurance Company]
- Bank Pasargad M&E Leasing Company
- Bank Pasargad Leasing Company
- Société Arzesh Afarinan Pasargad
- Cherkat-e Mabnâ Khâvar-e-Miâneh (Middle East Mabna Company/Groupe Pars-Aryan)
- Pasargad Energy Development Company (PEDC)
- Pasargad Electronic Payment Services
- Cherkat-e Khadamât-e Arzi va Sarrâfiye Pâsârgâd [Société des services de changes et de devises Pâsârgâd]
- Pasargad Brokerage Company (société de courtage)
- Cherkat-e Sâkhtemân-e Chahrsâzi Hashtom (société de construction de villes Hashtom)
- Pasargad Property Development Company
- Mo'assesseye Motâle'at va Toss'eye Modiriyat va Sarmayeh Ensâni Pâsârgâd [Institut d'études et de développement de management et des ressources humaines Pâsârgâd]
- Arzesh Pardaz-e Aryan Investment Consulting Company (AAICCO) [Holding]
- Cherkat-e Modiriyat-e Sâkhtemâniye Nezâm-e Mohandessiye Aryan [Aryan Construction and Engineering Management Company]
- Aryan-Pasargad Construction Management Company
- ParsAryan Investment Company
- Bank Pasargad Investment Company
- Aryan Modaberan Company
- Iran Credit Scoring Consulting Company
- Société de construction Saman-Sakht-e Iran
- Société de services logistiques Pasargad-Aryan
- Société de l'assurance d'avenir des employés du groupe financier Pasargad

- Société de développement commercial Andicheh-Negar-Pasargad
- Tadbir-Garân Pasargad Company
- Société de management commercial Âyandeh-negar Pasargad
- Pasargad International Trading Development Company
- Iranian Industrial Development and Renovation Construction Company (MANA) [SA de souscription privée]
- Iranian Steel Company of Zarand [SA de souscription privée]
- Middle East Sun Company/MESCO (SA de souscription privée) [filiale du holding MIDHCO]
- Iranian Steel Company of Sirjan [SA de souscription privée]
- Middle East Meyar Sanat Company /MEMESCO [liée au holding MIDHCO] (SA de souscription privée)
- Pars-Hâfez Investment Company

## **7-Gharârgâh-e Khâtem-ol-Anbia**

### **[La Caserne (QG) Khâtem-ol-Anbia]**

La Base (QG) Khâtam-ol-Anbia est une organisation des gardiens de la révolution et a débuté en 1992 ses activités de sous-traitance de projets industriels et de construction. Ses statuts précisent son objectif principal : « L'utilisation optimale des ressources, moyens et talents humains existant au sein du Sepâh dans les domaines de construction et du développement économique dans le but de la pérennisation de la marche de la révolution islamique ».

Khâtam est considéré comme le plus grand sous-traitant de projets publics et regroupe 5000 sociétés de sous-traitance, avec 135 000 employés. (Général Abdollah Abdollahi, quotidien officiel Machregh, le 17 décembre 2014).

Ce cartel, en bénéficiant du soutien total du pouvoir et de son accès au financement des banques et aux appels d'offres sans protocole, a réussi à monopoliser les projets industriels et de développement de certains pans du secteur pétrolier et gazier. Ruinant ainsi le secteur privé. Dans ses activités de sous-traitance avec les petites entreprises d'ingénierie et technique, Khatam s'accapare d'une partie des revenus de ces derniers. L'appropriation des biens de ces sociétés se fait souvent par la force et la contrainte. Le 1er juillet 2006, Khâtam s'est accaparé la société Oriental Kish Oil qui y menait des opérations de forage dans le golfe persique. Ce transfert comprenait tous les projets, des activités et des équipements de cette société évaluée à 90 millions de dollars. Khâtam a réglé les litiges qui opposaient cette société avec une entreprise roumaine, le Grop service petrolium, en tirant sur ses employés à partir d'hélicoptères et de navires de guerre, en les forçant à s'enfuir. Les projets de Khâtam ont

infligé de graves préjudices à l'économie et à l'environnement de l'Iran. L'augmentation de la salinité de Karoun, la plus grande rivière de l'Iran, ainsi que la crise de l'eau auquel est confronté le pays depuis quelques années, est principalement dû à la construction intempestive de barrages par Khatam.

Selon l'agence de presse officielle IRNA (30 juillet 2011) citant le directeur général de la Compagnie nationale iranienne du pétrole (NIOC), le montant total de contrats avec GHORB dans le domaine pétrolier atteint désormais les 25 milliards de dollars.

Liste partielle des entreprises sous le contrôle de ce conglomérat :

- Tehran-Gostar Company [société de développement urbain de Téhéran]
- Oriental Oil Company
- Sepanir Oil & Gas Energy Engineering Co. (sa direction fait partie du directoire de la Banque Ansâr)
- Sepasad Engineering Company [construction de barrages et des projets d'infrastructure]
- Mo'assesseye Nour [Noor Credit Institution] (chargée d'acquérir des propriétés et de leur vente)
- Sama Institution (chargée de l'acquisition et de vente des biens immobiliers)
- Imensazan Consulting Engineers Enterprise (construction de tunnels et systèmes de défense passifs)
- Makin Institute of Iran (structures marines)
- Rahab Institute (construction de tunnels et forages)
- Fater Engineering Institute (construction de tunnels)
- Omran Sahel Institute (chemins de fer)

## **8-Bonyâd-e T'âvonye Bassidj**

### **[Fondation coopérative Bassidj]**

Cette fondation appartient à la force paramilitaire Bassidj, l'une des cinq forces qui constituent le Corps des gardiens de la révolution (Sepâh-e Pasdarans) et compte plusieurs holdings et entreprises financières :

Cherkat-e Sarmâyegozâriye Mehr Eghtessâd Iraniân [Mehr-e Eqtesad-e Iranian Investment Company]

Très présente sur le marché financier de Téhéran, cette société, comme d'autres entreprises contrôlées par le Guide suprême, a connu une ascension fulgurante. Abbas Rezaï, son ancien directeur général a déclaré en 2009 : « J'ai pris la direction de Mehr-e Eqtesad, il y a 32 mois avec 20 à 30 milliards de tomans à son actif. Aujourd'hui je la quitte alors qu'elle possède une

assiette d'investissement de plus de 14000 milliards de rials » (le Quotidien économique Donyayeh Eqtesad, 20 janvier 2010)

**Liste partielle des holdings ou société à ce groupe d'investissements :**

**A-Holding Toss'eye Ma'âden-e Rouye [Développement de mines de zinc/Iran Zinc Mines Development]**

- Calcimin Co.
- Bandar-Abbas Zinc Production Company
- Zanjan Acid Makers and Alvand Rouinkaran Company (izmdc.com)
- National Iranian Lead & Zinc Company (NILZ) [société nationale iranienne du plomb et du zinc]
- Bâfgh Zinc Company
- Iranian Mineral Processing Company (IMPC)
- Iranian Zinc Production Company (IZPC)
- Parsian Catalyst Chemical Company (Ltd)
- Zangan Zinc Production Company
- Angouran Zinc Mining Co.
- Iran Zinc Mines Commercial Development Company
- Andishe Mehvaran Investment Company (IZMDC)
- Research and Engineering Company For Non Ferrous Metals (RECo.)
- Alfa Machine Pooya Co.
- Shahrood North East Industrial and Mining Co. [Shomalshargh Shahrood Industrial and Mining Company]
- OmidAlborz Jam-e Company [filial de Shahrood North East...]

**B) Holding Tajjaliye Mehr-e Iraniân [Construction et développement urbain]**

- Farasooye Shargh Co. (farasooyeshargh.com)
- Ansar Construction Company
- Koosha Paydar Consulting Engineers (kooshapaydar.com)
- Azerbaijan Kowsar Company
- Eftekhar-e Khuzestan Company
- Tecnokar Co. [constructeur de pompes et de dépôts de fuel]

**C) Tractor Sâzi Iran (Tabriz)**

- Motorsazan Co. (Constructeur de moteurs de tracteurs)
- Azerbaijan Diesel Auto Makers [Cherkat-e Khodro-sazan-e dizeliye Azerbaijan]

- Kurdistan Tractor Manufacturing Co.
- Oroumieh Tractor Manufacturing Co.
- Ugiran Tractor Manufacturing Co. (en Ouganda)
- Veniran Tractor Manufacturing Co. (au Venezuela)
- Iran Tractor Foundry Co.
- Iran Tractor Industrial Services Co.
- Iran Tractor Industrial Machinery Co.
- Tractor Foundry Co.
- Motorsazan Tractor Co. (Tractor Engine Manufacturing Co.)
- Engineering & Tractor Parts Co.
- Sibamotor
- Tajiran
- Motira

## **9- Les investissements Ghadir**

Ghadir est l'une des plus grandes sociétés d'investissement en Iran. Rattachée au ministère de la défense et contrôlée par le guide suprême, Ghadir échappe cependant à la tutelle du gouvernement. Selon les estimations, elle contrôlerait notamment la production de 16 % du ciment du pays, 5,2 % du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et 0,4% au niveau mondial. Les sociétés affiliées à ce conglomérat sont les suivantes :

### **Le groupe de développement de l'industrie pétrolière et gazière Parsian comprend :**

- La société de raffinerie de Tabriz
- La société de raffinerie de Chiraz
- La société de pétrochimie Pardis (le plus grand producteur d'engrais au Moyen-Orient)
- La société de pétrochimie Zagros (le plus grand producteur mondial de méthanol)
- La société de pétrochimie et de commerce international Ghadir
- La société de pétrochimie de Kermanschah
- La société de pétrochimie de Chiraz
- La société de pétrochimie de Tabriz
- La société de pétrochimie de Khorassan
- La société de pétrochimie Kian
- La société de pétrochimie Pars
- La société d'investissement Hamoun Sepahan
- La société d'importation Rili Nirou

## **La Société internationale de développement immobilière**

### **et ses sous-ensembles :**

- La société ASP
- La société de construction Baghmicheh
- La société Kish Royayeh Zndegui
- La société des ingénieurs conseillers Payman Ghadir
- Ingénierie et construction Pars Sazeh
- La société Tissa Kish
- La société Sarpanah Pars
- La société immobilière Azarba'ijan
- La société Ofogh Sazeh Paya
- La société Narenjestan Gostar
- La société Behestan Pars

## **La société d'investissement Ghadir pour le développement du capital et de l'industrie**

Spécialisée dans le ciment, les sociétés suivantes lui sont affiliées :

- La société de ciment Shargh
- La société de ciment Sepahan
- La société de ciment Kurdistan
- La société de ciment Dachtestan
- La société de ciment Saroj Bouchehr
- La société d'investissement Dey
- La société d'investissement Azar
- Le Centre de recherche en génie Ghadir Mehr Iranian

## **La société internationale Ghadir de développement des industries et des mines**

La société d'investissement Ghadir, dans le cadre de ce Holding, a procédé à l'achat des mines Gohar Zamin et de la plus grande mine d'or de l'Iran, la mine Zarchouran, situé dans la province de l'Azerbaïdjan.

Elle s'est également approprié la mine de Titanium à Kahnouj dans la province de Kerman, et la mine de zinc de Mahabad dans la province de Semnan. Les principales sociétés de ce groupe sont :

- La société de l'alliage et d'acier
- La société Gohar Zamine (mine de fer)
- La société de fer et d'acier Iraniane
- Le groupe industriel de l'aluminium du Sud

La société de développement international de l'industrie Pars

La société Motogène

Le groupe pharmaceutique de Chahid Ghazi

Takhteh Chahid Bahonar

### **La société industrielle et commerciale Ghadir**

À ce holding financier et commercial sont affiliées les sociétés suivantes :

La Société de production d'acier Caspain Ghadir

Le Service de gestion de commerce Ghadir

La Société Payman Tejarat Paydar

La Société Vaspari Sepehr Pars

Les Investissements Etezzad Ghadir

Le Service d'assurance Sepehr iranien

La Société de gestion des ressources d'eau Arman

La Société de gestion de Kerman

Les Investissements Zarine Paricha

La Société Masader Jabal Ali

L'Administration de la banque Saderat

Les Services informatiques Rahbar

La Société investissement et de développement Alvand Ghadir

### **La Société Ghadir d'investissement dans l'électricité et l'énergie**

À ce holding de l'énergie sont affiliées des sociétés suivantes :

La société de développement du circuit électrique de Guilan

La société de gestion de la production d'électricité de Guilan

La société Ghadir de développement du circuit électrique Oscan

La société d'électricité du Khouzistan, MPNA

Ghadir Energy Hamoun Aboumoussa

La Production d'énergie électrique Lamard

### **La société internationale de développement côtière de Kish**

À ce holding de transport maritime sont affiliées les sociétés suivantes :

La Société Iran Marine services

La Société maritime du Sud de l'Iran – Kish

La Société Sepeh Tarabar Ghadir



## **10 - L'Organisation de la sécurité sociale des forces armées (SATA)**

SATA est constitué de nombreuses sociétés industrielles et d'investissements, notamment :

Le Groupe pétrochimique Maroun

Le Groupe pétrochimique Yas

La Société de prospection du Nord

Le Groupe pétrochimique Bouchehr

La Centrale électrique Cycle combinée Guilan

La Société de gestion et rotation Guilan

## **11 - La casernes Khatam-ol-Vasia**

Ce consortium militaire, affilié au ministère de la défense, a été créé en 2010 par Ali Khamenei, le guide suprême du régime. Il est composé de cinq grands sous-traitants de projets pétroliers et gaziers. Khatam-ol-Vasia, à l'instar de Khatam-ol-Anbia, est un groupe militaires qui utilise son influences politiques pour obtenir du gouvernement des contrats, sans appel d'offres. Ces intermédiaires confient ensuite les contrats à des firmes d'ingénierie, faisant des profits considérables. Ce cartel est actuellement à l'œuvre dans des chantiers de constructions immobilières et dans des champs pétroliers. Il a notamment remplacé Shell et Respol dans le projet des champs pétroliers de Pars sud.

Parmi les plus importants contrats signés avec la caserne Khatam-ol-Vasia dans le secteur pétrolier et gazier, il faut citer :

- un contrat de 2 milliards de dollars dans le développement des phases 15 et 16 de Pars sud.
- Un contrat pour le développement des phases 22 et 24 des champs communs de Pars sud, d'un montant de 5 milliards de dollars.
- Un contrat pour la construction du troisième segment du sixième gazoduc transnational, d'une valeur de 1.3 milliards de dollars.
- Un contrat de 1.3 milliards de dollars pour la première phase du septième oléoduc transnational, « oléoduc de la paix ».
- Le développement de la raffinerie gazière d'Ilam, d'une valeur de 120 millions de dollars.
- Le contrat pour la construction de l'oléoduc Neka-Jasak, d'une valeur de 3 milliards de dollars.
- La construction de trois oléoducs dans les provinces de Khorassan, Kerman et Hormozgan, d'une valeur de 850 millions de dollars.
- Le développement des champs gaziers de Halgan et de Baghoun, d'une valeur d'un milliard de dollars.
- Le projet de production de gaz liquide, d'une valeur de 500 millions de dollars.

- La construction d'un pipeline pour l'éthane, l'éthylène et le LNG, d'une valeur de 1 milliard de dollars.
- La construction de chemins de fer pour trains électriques entre Machad et Téhéran.
- Le développement de sites touristiques côtiers à Ramsar.

Khatam-o-Vasia possède également deux banques auxquelles sont affiliées des sociétés suivantes :

- Vagon Pasr Arak
- Holding pour le développement urbain
- Holding Reyli
- La Société d'ingénierie de développement d'équipements Parsian

## **12- La fondation corporative NAJA**

Cette fondation appartient aux forces de sécurité de l'État, NAJA, mais échappe au contrôle du ministère de la défense. Cette corporation qui est considérée l'un des plus grands holdings du pays, a été créé en 1998 et s'est considérablement développée à partir de 2006. En 2014, les médias iraniens ont estimé son capital à 10 000 milliards de tomans. (Le journal Payash Press, le 25 septembre 2014).

Cette corporation est composée de plusieurs institutions financières, notamment :

- la banque Ghavanine : celle-ci contrôle les sociétés suivantes :

La société de développement Naghch Pardazan Amine

Sayan Kart ; Ofogh Toseyeh Gharn ; la société culturelle, sportive et éducative Yas ; Le groupe économique Mehregan

- La Caisse d'assurance Omid NAJA
- la Fondation scientifique et éducative NAJA
- la Société de production de produits de consommation NAJA
- la Caisse corporative et d'investissement de l'habitation
- la Société Nji Honar (cinématographie)
- la Société d'urbanisme et habitation Paydar Gharn. Celle-ci contrôle 51 autres sociétés.
- Holding de commerce « Tavan Sarmayeh Pouya ».
- Holding de l'industrie et des mines
- Holding des services
- Holding des transports
- Société d'importations de voitures
- le groupe des hôtelleries Pardis

- la Société Rahgocha
- Mega Mall, Hapirmi, Yas, des centres d'achat de grandes surfaces.
- La société de recherche et de développement NAJI
- Ofogh, pour le développement de l'énergie du Golfe persique.
- Le Bureau pour le développement des mosquées.
- La société NAJI Safar (elle contrôle plusieurs agences de voyages).
- La société d'investissement des hôtelleries Pars.
- La corporation de production et de distribution Atreh Yas.

### **13- Fonds de corporation de l'armée (BETAJA)**

Les sociétés financières affiliées à ce fonds sont les suivantes :

La société de crédit des forces armées

Le fonds corporatif et d'investissement de BETAJA

La société de construction immobilière de BETAJA

La société des fonds d'assurance

Le fonds d'assurance Saba

Le fonds d'investissement et de développement

La caserne de construction Gha'ém

L'usine du groupe industriel ESPADANA (à Ispahan)

La société de production de portes et de fenêtres UPVC 1440 en aluminium

La production de vitres à double épaisseur

La production de portes en bois

La production de composite, aluminium

La société éducative Azad

### **14 - Fonds de corporation du QG des forces armées, VDJA**

Plusieurs sociétés sont affiliées à cette fondation. Selon son ancien président, « les ressources de ce fonds corporatif ont augmenté de 100 milliards de tomans en 2009, à 7000 milliards de tomans 2013. Pour sa part, son budget, 65 milliards de toman en 2009, a augmenté à 1500 milliards de tomans en 2013. » (Ahmad Vakili, ex-ministre de la défense, agence de presse Javan, 13 août 2013).

## **Conclusion**

1- Le secrétaire d'État pour la gestion et la planification du gouvernement Khatami, Hamidreza Baradaran, avait déclaré à la fin de son mandat que seulement 35 % de l'activité

économique du pays était géré par le gouvernement. Par ailleurs, considérant que selon le rapport du ministère de l'économie et des finances, cité plus haut, plus de 90 % des concessions au « secteur public non-gouvernemental » ont eu lieu après 2005, on peut raisonnablement estimer que près de 50 % du produit national brut (PIB) tombe sous la coupe de ce secteur.

Selon le quotidien britannique The Guardian, le 20 février 2014, « La part des Pasdaran dans le produit intérieur brut de l'Iran est estimée de un à deux tiers du PIB ». Considérant que les gardiens de la révolution sont un des conglomérats financiers sous contrôle du Guide suprême, il est admis de conclure que plus de la moitié du PIB tombe sous le contrôle des institutions affiliées au guide suprême.

Ces derniers sont non seulement exempts d'imposition, mais certains, comme les Pasdaran, les Forces de sécurité de l'État, la milice du Bassidj, le ministère de la défense, la Fondation des martyrs et le Comité de secours, ont une part dans le budget annuel du gouvernement. Or, les profits considérables engendrés par les banques et les sociétés qui leur sont affiliées, sont détournés et ne sont pas investis dans le développement du pays. Loin s'en faut, ils servent à financer les opérations de contrôle et de répression dans le pays, ainsi que le bellicisme et le terrorisme du régime intégriste dans la région. À cette manne, selon les calculs mentionnés dans les pages précédentes, il faut donc ajouter quelque 25 à 30 % du budget annuel du gouvernement. Par conséquent, ceux qui prétendent que les dépenses militaires du régime iranien ne dépassent pas les 2 à 3 %, sont soit motivés par des considérations politiques, soit sont victimes d'une grave naïveté. (cc) : (Financial Times, le 11 mars 2016, « est-ce que l'Iran est vraiment l'un des meilleurs endroits à investir ? »)

2- Certains estiment que les richissimes fondations citées dans ce texte sont des « fondations religieuses » relativement indépendantes du pouvoir. Tandis que ces dernières, comme nous l'avons vu, sont totalement sous contrôle du Guide suprême. Qui plus est, Khamenei désigne personnellement les responsables des fondations « Chahid », « Mostazafan », « comité Emdad » et le « QG de la directive de l'imam ».

En avril 2015 le Guide suprême a nommé Parviz Fatah à la direction du « Comité Emdad ». En nommant un commandant des Pasdaran ayant passé cinq ans à la tête de la Corporation des Gardiens de la révolution et de la caserne Khatam-ol-Anbia, Khamenei a pu définitivement soustraire cette fondation de la mainmise du groupe politico-religieuse de Motalefeh. Bien que ce groupe fasse partie de la faction dominante du régime et du guide suprême, en raison de la composition de ses chefs qui sont de vieux commerçants conservateurs du bazar, l'application de la politique du guide suprême en avait été ralentie. La

nomination de ce commandant des Pasdaran à la tête de cette importante fondation avait pour but de faciliter le financement de l'effort de guerre en Syrie.

Récemment, après le décès du mollah Tabassi, chef de la puissante et richissime fondation « Astan Qods Razavi », proche de la faction rivale, Ali Khamenei en nommant le mollah Ibrahim Raissi, un des responsables de l'exécution de 30 000 prisonniers politiques en 1988, à la présidence de cette influente fondation a complété sa mainmise sur l'ensemble des fondations économiques du pays. En réalité, l'État iranien a deux composantes : d'une part, le pouvoir exécutif, et d'autre part, les institutions du Guide suprême et les organes nucléaires, sécuritaires, financiers et religieux. Par conséquent, on ne peut pas parler de « secteur public » à propos de ces institutions sans faire preuve de duperie pour masquer la nature de ce monstre intégriste et répressif, qui, de surcroît, a accès aux énormes richesses du pays.

3 Les sociétés occidentales qui signent des contrats avec le régime iranien prétendent qu'elles le font en réalité avec le secteur privé. Or, cette affirmation n'est que pure mystification.

Comme nous l'avons vu dans les pages précédentes, derrière toutes les sociétés et banques en Iran se trouvent les organes du régime religieux, notamment les Gardiens de la révolution. À titre d'exemple, en septembre 2015, le groupe français Accord a passé un contrat avec la société Aria Ziggourat pour la gestion de deux hôtels de quatre et cinq étoiles, Novotel et Ibis. Tandis qu'Aria Ziggourat appartient entièrement au groupe d'investissements touristiques SEGMA (Iran cultural heritage and tourism investment group CO.)

Un autre exemple est la société KCB qui détient la concession du français Sanofi Pasteur en Iran. KCB fait partie de la Société pharmaceutique Barakat. Ce holding est l'une des acteurs les plus rentables de « Setad Ejra'i Imam », une fondation affiliée à Khamenei. Cette société a également signé un contrat avec la société allemande Sandoz Hezzal pour des importations, ainsi qu'avec la société britannique GSK et l'américaine Jansen. La société pharmaceutique Sobhan Darou, qui appartient à la « société pharmaceutique Barakat », a pour sa part signée avec la société italienne ABC pharmaceutical un contrat pour la production sous licence de capsule Ursopile 250. Ainsi qu'avec le Polonais ADAMED pour la production sous licence du médicament Contrahist. Alborz Balek est une autre société appartenant à cette fondation. Cette société qui produit des médicaments de composants pharmaceutiques de base, a signé avec la société indienne Dr. Reddy un accord de coopération pour la production de produits pharmaceutiques. Par ailleurs, AT Pharmed, une société affiliée à la fondation iranienne, a signé en 2011 un accord de coopération avec le suisse STAGEN pour la production de médicaments hormonaux.

La « société Kossar pour le développement de la mécanisation de l'industrie de l'agriculture » (une société affiliée à la fondation Chahid) a réussi à obtenir la concession de la société

italienne SKA, spécialisée dans la construction d'unités d'élevage de volailles. Kossar a également obtenu la concession du hollandais INOVATIK, spécialisée dans l'élevage de volailles, ainsi qu'avec les sociétés belges, Pitterisme et Poltak. La société d'investissement Kossar collabore par ailleurs étroitement avec la société française Midatest pour le développement de modèles d'élevage.

En réalité, comme l'a souligné l'envoyé à Téhéran du quotidien Le Monde, « Outre les sociétés sous contrôle des Gardiens de la révolution et les fondations religieuses, il n'existe pas d'autres sociétés d'envergure en Iran ». (DD) (Le Monde, 22 avril 2016).

4- La monopolisation d'une portion conséquente et efficace de l'économie iranienne par le Guide suprême et les organes qui lui sont affiliés, n'a pu s'opérer quand privant la société iranienne de sa souveraineté économique. Les profits engendrés par cette situation inique visent d'une part à financer les opérations de répression à l'intérieur et l'exportation du terrorisme et du bellicisme dans la région, et d'autre part, à entretenir la base du régime qui ne représente qu'une petite fraction de la société iranienne.

En réalité, ce qui s'est produit sous le pouvoir des mollahs, c'est la mise à l'écart de la population quant à son accès aux opportunités économiques. Ce qui revient à dire que dans la pratique, la société iranienne vit sous les sanctions des mollahs et du guide suprême en permanence.

5- Il convient de souligner que cette situation n'a réussi ni à consolider le régime, ni à garantir le progrès économique du pays. Au contraire, elle n'a fait qu'aggraver la situation dans les deux domaines. En réalité, cette monopolisation outrancière n'a profité qu'à financer le bellicisme régional des pasdaran et exacerber leur agressivité sur le plan international. Et sur le plan économique, elle n'a conduit qu'au gaspillage des ressources et a amplifié l'inflation, le chômage et la corruption du système.

Fait important : Étant donné que cette accaparement - comme cela a été démontré au début de ce papier dans l'analyse des articles de la constitution iranienne - a été réalisée en privant le peuple iranien de sa souveraineté économique, cela a eu pour conséquence de créer un fossé béant entre les gouvernants et les gouvernés. Un fossé insurmontable qui a ruiné toute possibilité d'entente et de solutions pacifiques entre la population désenchantée et le pouvoir totalitaire, en instaurant une tension permanente entre ces deux pôles. En d'autres termes, le régime du Guide suprême ayant accumulé ses richesses et son pouvoir en déshéritant le peuple iranien et en bafouant ses droits, il a, par voie de conséquence, annihilé son propre point d'appui et l'équilibre interne de son régime.

Cette situation constitue également le plus grand obstacle pour le développement économique de l'Iran.



**[contact@fondationfemo.com](mailto:contact@fondationfemo.com)**

**[www.fondationfemo.com](http://www.fondationfemo.com)**